

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE
De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN
De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.
Stukken van het Waals Parlement, 1364 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire zitting van 30 april 2019.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204179]

11 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les conditions d'enregistrement des préleveurs d'échantillons de déchets et les conditions d'agrément des laboratoires d'analyse des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 40, 1^o et 2^o, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018;

Vu le décret du 11 mars 1999 instituant un permis d'environnement;

Vu le Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.147, inséré par le décret du 5 juin 2008;

Vu le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, l'article 18, § 2;

Vu le rapport de genre établi le 5 novembre 2018 conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2018;

Vu l'avis du pôle « Environnement » du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 4 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 17 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^o, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84 § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Section 1. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'analyse en aveugle : l'analyse d'un échantillon anonyme demandé par l'Administration à un laboratoire agréé pour l'analyse des déchets en vue d'en apprécier la qualité;

2^o le CWEA : le Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse tel que visé à l'article 18, § 2, du décret du 1^{er} mai 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

3^o le décret du 27 juin 1996 : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

4^o l'essai interlaboratoire : la comparaison des résultats d'analyses d'échantillons identiques réalisés par plusieurs laboratoires organisés par l'ISSeP ou à sa demande, ou par un organisme accrédité ISO 17043, en vue d'apprécier la qualité de ces résultats et de déterminer les ajustements à opérer;

5^o l'ISSeP : l'Institut scientifique de Service public de la Région wallonne créé par le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.);

6^o le laboratoire : le laboratoire sollicitant ou ayant obtenu son agrément comme laboratoire d'analyse en application du présent arrêté;

7^o le Ministre : le Ministre de l'Environnement;

8^o l'organisme d'assainissement agréé : organisme d'assainissement agréé visé aux articles D. 343, D.344 et D.345 du décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

9^o le préleveur : la personne physique ou morale sollicitant ou ayant obtenu son enregistrement comme préleveur d'échantillons en application du présent arrêté;

10^o le système de gestion de la qualité : le système de qualité d'un laboratoire prescrit ou accepté par l'Administration ou répondant à la norme ISO 17025 établissant les règles générales de compétences et d'impartialité des activités de laboratoires;

11° le z-score : la valeur relative d'une analyse d'un laboratoire agréé i en application du présent arrêté par rapport aux autres résultats enregistrés dans le cadre d'un essai interlaboratoire, par application de la formule suivante :

$$\frac{X_i - \mu}{\sigma}$$

dans laquelle :

- X_i est la valeur brute du laboratoire;
- μ est la moyenne des résultats remis par l'ensemble des laboratoires participants;
- σ est l'écart-type des résultats remis par les laboratoires participants correspondant à :

$$\frac{\sqrt{(\sum_i (X_i - \mu)^2)}}{(n - 1)}$$

- n est le nombre de participants.

Section 2. — Echantillonnage et d'analyse

Art. 2. Lorsque que des échantillonnages et des analyses sont requis en vertu des dispositions du décret 27 juin 1996, les prélèvements des échantillons à analyser sont effectués par un préleveur enregistré et les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé.

Les prélèvements des échantillons donnent lieu à l'établissement d'un rapport de prélèvement réalisé par le préleveur et dont le contenu minimal est établi au chapitre 3.

Les analyses des échantillons donnent lieu à l'établissement d'un rapport d'analyse réalisé par le laboratoire et dont le contenu minimal est établi au chapitre 3.

Art. 3. § 1^{er}. Le CWEA s'applique au présent arrêté et précise les règles minimales concernant les méthodes de prélèvement et d'échantillonnage, de conservation, de prétraitement et d'analyse des échantillons, ainsi que les procédures analytiques à utiliser pour déterminer les caractéristiques des déchets.

§ 2. Le CWEA fixe les règles minimales à respecter par les préleveurs et les laboratoires concernant :

1° les méthodes de référence pour la réalisation des prélèvements d'échantillons et d'analyses ainsi que pour les opérations connexes qui s'y rapportent, que le CWEA indexe;

2° les méthodes jugées équivalentes par l'Administration sur base de critères objectifs;

3° les types de matrices auxquels sont applicables les méthodes de référence visées.

§ 3. Le CWEA peut :

1° fixer les lignes directrices pour l'interprétation des résultats et imposer des grilles d'analyse;

2° fixer les lignes directrices pour l'établissement des statistiques;

3° fixer les critères d'équivalence entre les méthodes du CWEA et les méthodes alternatives proposées par les préleveurs ou laboratoires;

4° modaliser l'utilisation de bulletins de prélèvements, d'analyses et de saisie d'informations, de rapports ou tableaux à fournir dans le cadre de la mise en œuvre du décret du 27 juin 1996;

5° définir des champs d'application spécifiques pour des méthodes et appareils d'investigation;

6° compéter le contenu minimal du rapport de prélèvement et du rapport d'analyse visés à l'article 2.

§ 4. Des séances de formation continue sont délivrées à l'attention des préleveurs et des laboratoires par l'Administration ou, à sa demande, par l'ISSeP.

CHAPITRE II. — Demandes d'enregistrement et d'agrément

Section 1. — Dispositions générales

Art. 4. Se fait enregistrer comme préleveur, conformément aux dispositions de la section 2 du présent chapitre, la personne physique ou morale effectuant des activités d'échantillonnage et de prélèvement de déchets en vue de leur analyse.

Art. 5. Se fait agréer comme laboratoire, conformément aux dispositions de la section 3 du présent chapitre, la personne morale effectuant des activités d'analyse de déchets dans le cadre du présent arrêté.

Art. 6. Le préleveur ou le laboratoire ne peut pas réaliser de missions en exécution du décret du 27 juin 1996 ou du Code de l'Environnement si :

1° lui-même ou une personne qui exerce en son sein ou pour son compte, une fonction de direction ou de gestion est liée en ligne directe jusqu'au troisième degré inclus ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclus avec le donneur d'ordre;

2° lui-même ou une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, est, personnellement ou par un intermédiaire, actionnaire, majoritaire ou associé actif du donneur d'ordre;

3° lui-même ou une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, exerce, en ligne directe ou en fait, personnellement ou par un intermédiaire, une fonction de direction ou de gestion chez le donneur d'ordre;

4° ces activités sont, directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, contrôlées ou gérées sous quelque forme que ce soit, par le donneur d'ordre.

Concernant le 4°, par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux organismes d'assainissement agréés.

*Section 2. — Enregistrement comme préleveur**Sous-section 1. — Conditions*

Art. 7. § 1^{er}. S'il s'agit d'une personne physique, le demandeur d'un enregistrement remplit les conditions suivantes :

1° être ressortissant d'un Etat de l'espace économique européen;

2° ne pas avoir encouru de condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée, pour une infraction de première ou seconde catégorie au sens du décret du 5 juin 2008 portant sur les infractions environnementales ou pour toute autre infraction de même nature et importance à toute autre législation environnementale européenne, belge ou étrangère;

3° jouir de tous ses droits civils et politiques;

4° avoir exécuté toutes ses obligations sociales et fiscales;

5° ne pas être interdit d'accès à un nouvel enregistrement en application de l'article 10.

§ 2. S'il s'agit d'une personne morale, le demandeur d'un enregistrement remplit les conditions suivantes :

1° avoir été constituée, conformément à la législation belge ou celle d'un autre Etat membre de l'espace économique européen et y avoir son siège social ou son principal siège d'exploitation et justifier d'une activité ayant un lien effectif et durable avec l'économie du pays concerné;

2° ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales, fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne;

3° ne compter parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, que des personnes qui n'ont pas été condamnées à une privation de leurs droits civils et politiques produisant encore ses effets;

4° être en ordre en matière d'obligations sociales et fiscales;

5° disposer des garanties financières suffisantes;

6° disposer d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande;

7° disposer d'au moins un interlocuteur technique chargé d'assurer les contacts avec l'Administration et ses représentants, justifiant des connaissances techniques requises et d'une maîtrise de la langue française;

8° ne pas être interdit d'accès à un nouvel agrément ou enregistrement en application des articles 10 ou 19.

Art. 8. La personne physique ou morale qui introduit une demande d'enregistrement en tant que préleveur :

1° dispose du matériel et des moyens techniques nécessaires à ses missions;

2° dispose du matériel et des moyens informatiques nécessaires à la communication des informations aux laboratoires ou à l'Administration;

3° dispose d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande;

4° s'engage à participer ou, s'il s'agit d'une personne morale, à faire participer les personnes physiques chargées des prélèvements, à tous les modules de formation organisés directement par l'ISSeP ou à sa demande sur les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conditionnement et de conservation des échantillons décrites dans le CWEA ou d'autres documents techniques en rapport avec le décret du 27 juin 1996;

5° dispose d'une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle à concurrence d'un montant suffisant au regard de l'ensemble des activités couvertes par l'enregistrement.

Sous-section 2. — Procédure d'enregistrement

Art. 9. § 1^{er}. Le demandeur d'un enregistrement en tant que préleveur complète le formulaire relatif à l'enregistrement repris en annexe 1 et mis à disposition par l'Administration sur le portail environnement de Wallonie.

Le formulaire et ses annexes sont introduits par voie électronique, pourvus d'une signature électronique acceptée par l'Administration.

Une version papier avec les documents originaux est adressée à l'Administration par tout moyen conférant date certaine.

§ 2. La demande pour l'obtention d'un enregistrement en tant que préleveur inclus les documents suivants :

1° une attestation sur l'honneur :

a) que le demandeur n'a pas encouru de condamnation visée à l'article 7, § 1^{er}, 2°, et § 2, 2° et 3°;

b) qu'il dispose de l'intégralité de ses droits civils et politiques;

c) qu'il ne fait pas l'objet d'une décision non expirée, prise en application de l'article 47, alinéa 3, du décret du 27 juin 1996, d'interdiction d'introduire de nouvelle demande d'enregistrement;

2° un engagement à disposer du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'enregistrement est demandé;

3° un engagement à disposer des moyens informatiques nécessaires à la communication des informations aux laboratoires ou à l'Administration;

4° une déclaration sur l'honneur qu'il dispose d'une capacité rédactionnelle suffisante en français;

5° un engagement à participer à tous les modules de formation organisés par l'ISSeP sur les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conditionnement et de conservation des échantillons décrites dans les G.R.D. et CWEA ou d'autres documents techniques en rapport avec le décret du 27 juin 1996;

6° une couverture assurantielle visée à l'article 8, 5°;

7° d'une déclaration affirmant que le préleveur respectera toutes les obligations relatives aux articles 6 et 25 du présent arrêté.

Concernant le 6^o, dans le cas où le demandeur ne dispose pas d'une couverture assurantielle lors de l'introduction de la demande, ce dernier envoie à l'Administration dans le mois de la notification de son enregistrement une copie du contrat d'assurance, dûment signé. L'envoi est réalisé selon les modalités visées au paragraphe 1^{er}. A défaut de contrat d'assurance conclu dans le délai, l'enregistrement est suspendu de plein droit. L'enregistrement ne retrouve ses effets qu'à compter du lendemain de l'envoi de la copie du contrat d'assurance, dûment signé. Les prélèvements ne peuvent être réalisés tant que le demandeur ne dispose pas de la couverture assurantielle.

§ 3. Dans les trente jours de la réception du formulaire et des annexes, l'Administration vérifie si la demande est complète et, le cas échéant, informe le demandeur des éléments manquants.

Lorsque le dossier est complet, l'Administration déclare la demande recevable, l'enregistre et notifie sa décision au demandeur dans les trente jours à dater de la réception de la demande complète.

La liste des préleveurs enregistrés est tenue à jour sur le portail environnement de Wallonie.

Sous-section 3. — Suspension et retrait de l'enregistrement

Art. 10. § 1^{er}. L'enregistrement peut être suspendu ou retiré par l'Administration si :

1^o les conditions de l'enregistrement ne sont plus remplies et en particulier, si une des règles visées aux articles 6 et 25 ne sont pas respectées;

2^o les prestations fournies par le titulaire de l'enregistrement sont considérées par l'Administration comme de qualité manifestement insuffisante;

3^o un procès-verbal constate une infraction à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, au décret du 27 juin 1996, ou à ses arrêtés d'exécution;

4^o le préleveur ne suit pas les modalités visées dans le CWEA.

§ 2. L'Administration notifie au préleveur par courrier ayant date certaine, son intention de le sanctionner en précisant les éléments qui le justifient.

Le préleveur peut faire valoir ses observations par écrit dans un délai de trente jours à dater de la notification par l'Administration de son intention de le sanctionner et, s'il le souhaite, sa demande d'être entendu.

§ 3. L'Administration envoie sa décision de suspension ou de retrait dans un délai de soixante jours à dater de la notification, faite en application du paragraphe 1^{er}.

En cas d'urgence spécialement motivée, et pour autant que l'audition du titulaire soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être suspendu immédiatement, sans audition préalable de son titulaire.

En cas de suspension, l'Administration en précise la durée. Celle-ci ne peut pas excéder trois mois.

En cas de retrait, aucune nouvelle demande d'enregistrement ne peut être formulée dans un délai de six mois à dater du retrait.

Section 3. — Agrément comme laboratoire

Sous-section 1. — Catégories d'agrément

Art. 11. § 1^{er}. L'agrément sollicité par un laboratoire est :

1^o complet si le laboratoire entend mettre en œuvre toutes les analyses concernant les paramètres repris au cadre III du formulaire de demande constituant l'annexe 2 du présent arrêté;

2^o partiel si le laboratoire entend mettre en œuvre les analyses de certains paramètres repris au cadre III du formulaire de demande constituant l'annexe 2 du présent arrêté, qu'il identifie dans sa demande.

§ 2. Le recours à la sous-traitance d'autres laboratoires agréés est permis.

Sous-section 2. — Conditions

Art. 12. L'agrément en qualité de laboratoire peut uniquement être délivré à une personne morale.

Le demandeur d'agrément remplit les conditions visées à l'article 7, § 2.

En outre, le demandeur d'agrément en tant que laboratoire :

1^o dispose d'un ou plusieurs responsables de laboratoires, répondant aux conditions de l'article 7, § 2, 3^o, et dont la disponibilité permanente peut être garantie contractuellement avec le laboratoire et possédant les capacités et l'expertise technique appropriée;

2^o dispose d'au moins une personne par siège d'exploitation concerné par l'agrément, répondant aux conditions de l'article 7, § 2, 3^o, habilitée à signer ou contresigner tout rapport ou étude rédigé en vertu du décret du 27 juin 1996 et du présent arrêté, apte à garantir l'application des dispositions légales et réglementaires résultant du CWEA, aux activités couvertes par l'agrément et les règles de celui-ci, en particulier les mesures de qualité des prestations fournies;

3^o dispose du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires pour mettre en œuvre les méthodes et procédures prévues par le CWEA pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis;

4^o met en œuvre un système de gestion de la qualité reconnu, soit sous couvert du système d'accréditation ISO 17025 incluant au minimum un paramètre analysé, ou de tout autre système de gestion de la qualité organisationnelle et technique des activités de laboratoire prescrit ou accepté par l'Administration;

5^o applique les méthodes du CWEA ou les méthodes jugées équivalentes par l'Administration pour les paramètres pour lesquels l'agrément est demandé;

6^o à défaut de se conformer au 5^o, s'engage à appliquer, à terme, les méthodes du CWEA ou jugées équivalentes pour l'ensemble des paramètres correspondant à l'agrément sollicité dans un délai défini ne dépassant pas une période de deux ans après obtention de l'agrément, suivant un planning d'engagement validé par l'Administration.

Les fonctions visées à l'alinéa 3, 3° à 6°, peuvent seules ou ensemble, compte-tenu du volume de l'activité projetée, être exercées par une ou plusieurs personnes.

Le système de gestion de la qualité nécessite de disposer du matériel et des moyens techniques, informatiques et humains nécessaires pour mettre en œuvre les méthodes et procédures prévues par le CWEA et assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis.

Sous-section 3. — Procédure d'agrément

Art. 13. Aucune demande d'agrément n'est recevable si elle n'a été précédée dans les six mois avant son introduction, d'une participation réussie du laboratoire concerné à un essai interlaboratoire organisé par l'ISSeP directement ou à la demande de l'Administration.

Art. 14. § 1^{er}. L'Administration peut, préalablement à l'examen d'une demande d'agrément en tant que laboratoire, notifier à l'ISSeP, avec copie au demandeur, une demande d'enquête technique et d'audit accompagnée du formulaire de demande d'agrément, repris en annexe 2 au présent arrêté, tel qu'il a été complété par le demandeur. Les frais de cette enquête sont à charge du laboratoire demandeur.

L'ISSeP, sauf s'il sollicite d'autres éléments techniques utiles à la réalisation de l'enquête technique et de l'audit, propose au demandeur deux dates pour la réalisation de l'enquête technique et de l'audit dans les trente jours de la réception de la notification de la demande visée à l'alinéa 1^{er}.

L'enquête technique et l'audit réalisés par l'ISSeP portent sur :

- 1° l'organisation du laboratoire;
- 2° la vérification de la capacité technique des installations et équipements;
- 3° les procédures et leur application pratique;
- 4° les moyens humains;
- 5° les qualifications dont il dispose en ce compris la réalisation d'analyses de contrôle sur des échantillons-tests;
- 6° l'audition des personnes ressources en vue de mettre en évidence tout élément pouvant interférer avec la délivrance de l'agrément ou sa mise en œuvre.

§ 2. Les délais visés au paragraphe 1^{er} sont suspendus du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1^{er} janvier.

Art. 15. § 1^{er}. Le demandeur d'un agrément en tant que laboratoire d'analyse déchets complète le formulaire, repris en annexe 2, mis à disposition par l'Administration sur le portail environnement de Wallonie et y précise la catégorie d'agrément qu'il sollicite et les paramètres pour lesquels il est demandé.

S'il demande un agrément pour plusieurs sièges d'exploitation, le demandeur précise, pour chacun d'eux, sa catégorie et s'il est partiel, la liste des paramètres pour lesquels il est demandé.

Le formulaire et ses annexes sont introduits par voie électronique, pourvus d'une signature électronique, sur le site de l'Administration.

Une version papier avec les documents originaux est adressée à l'Administration par tout moyen conférant date certaine.

Au cas où la demande d'agrément porte sur plusieurs sièges d'exploitation, le demandeur justifie que chacun d'eux respecte, conformément au paragraphe 2, les conditions d'agrément.

§ 2. Le demandeur d'un agrément en tant que laboratoire d'analyse de déchets joint à sa demande les annexes suivantes :

- 1° une copie de ses statuts coordonnés;
- 2° une attestation sur l'honneur de ce que le demandeur :
 - a) satisfait à toutes ses obligations de paiement en matière d'impôts, de taxes et de cotisations sociales;
 - b) dispose de moyens financiers suffisants pour accomplir les mesures pour lesquelles l'agrément est sollicité;
 - c) ne compte pas parmi les responsables de laboratoire ou personnes habilitées visées à l'article 12, alinéa 3, 2°, ses administrateurs, gérants et toute autre personne ayant le pouvoir de l'engager, des personnes ayant encouru une condamnation visée à l'article 7, § 2, 2°, ou ne disposant pas de tous leurs droits civils et politiques;
 - d) applique les méthodes du CWEA ou jugées équivalentes par l'Administration pour les paramètres pour lesquels l'agrément est sollicité et à défaut, qu'il s'engage à développer de telles méthodes suivant un planning à valider par l'Administration;
- 3° un relevé des moyens techniques et informatiques ainsi que des équipements dont il dispose, ainsi que des plans précisant les emplacements de ces moyens techniques, et ce pour chaque site d'exploitation agréé;
- 4° une liste reprenant l'identité des responsables de laboratoires et des personnes habilitées visés à l'article 12, alinéa 3, 1° et 2°;
- 5° une copie du diplôme obtenu par les responsables de laboratoire visés à l'article 12, alinéa 3, 1°, de nature scientifique et de niveau universitaire ou équivalent, ou tout autre document attestant, les concernant, d'une expérience professionnelle équivalente de trois ans minimum acquise durant les six années précédant la demande dans les domaines pour lesquels l'agrément est sollicité, ainsi que leur curriculum vitae;
- 6° une copie du diplôme à caractère scientifique de niveau universitaire ou équivalent obtenu par les personnes habilitées visées à l'article 12, alinéa 3, 2°, ou tout autre document attestant, les concernant, d'une expérience professionnelle équivalente de trois ans minimum acquise durant les six années précédant la demande dans les domaines pour lesquels l'agrément est sollicité, ainsi que leur curriculum vitae;
- 7° une copie des contrats qu'il a passés avec les personnes visées à l'article 12, alinéa 3, 1° à 3°;

8° un tableau synthétique reprenant l'identité ainsi que le diplôme ou l'expérience professionnelle utile ainsi que la durée de l'engagement contractuel de chacune des personnes désignées aux fonctions visées à l'article 12, alinéa 3, 1° à 3°;

9° un organigramme précisant, pour les personnes visées à l'article 12, alinéa 3, 1° et 2°, leur qualité de responsable de laboratoire, de responsable de la gestion de la qualité, ou de personne habilitée;

10° l'engagement des personnes habilitées visées à l'article 12, alinéa 3, 2°, à suivre les modules de formation continue organisée par l'Administration, son mandataire, ou l'ISSEP;

11° la liste exemplative des missions déjà effectuées dans les domaines couverts par l'agrément sollicité;

12° la liste exhaustive des paramètres d'analyse pour lesquels l'agrément est demandé;

13° la copie d'un certificat d'accréditation ISO 17025 ou toute preuve attestant d'un système de qualité équivalent attesté par l'Administration ou l'ISSEP;

14° une copie des conventions éventuelles de sous-traitance, identifiant les laboratoires concernés couvrant la durée de l'agrément sollicité.

§ 3. En cas d'accréditation ISO 17025, les documents exigés au paragraphe 2, 5° à 7°, ne le sont que pour les personnes habilitées visées à l'article 12, alinéa 3, 2°.

§ 4. Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande est notifiée à l'Administration six mois au plus tard avant le terme de l'agrément en cours.

Sous-section 4. — Décision

Art. 16. § 1^{er}. L'Administration envoie au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit cette demande.

Si la demande est incomplète, l'Administration indique au demandeur les documents manquants.

Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de l'envoi pour fournir à l'Administration les compléments demandés par envoi recommandé ou par toute autre modalité lui conférant date certaine.

Dans les trente jours suivant la réception des compléments, l'Administration envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

Si l'Administration estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable.

§ 2. Si la demande est irrecevable, l'Administration indique au demandeur, dans les conditions et délais visés au paragraphe 1^{er}, les motifs de l'irrecevabilité.

Art. 17. L'Administration envoie sa décision d'octroi ou de refus d'agrément au demandeur dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande complète et recevable.

Art. 18. La durée de l'agrément est limitée à cinq ans renouvelables.

L'agrément contient un numéro qui figure sur tout document que son titulaire adresse à l'Administration.

Sous-section 5 - Modification, suspension et retrait de l'agrément

Art. 19. § 1^{er}. L'agrément peut être modifié, suspendu ou retiré si :

1° les conditions d'agrément ne sont plus remplies, et notamment lorsque les personnes habilitées visées à l'article 12, alinéa 3, 2°, ne respectent plus les modalités réglementaires les concernant ou lorsque le laboratoire ne dispose plus de personnes habilitées ou lorsque des échantillons sont analysés sur d'autres sites d'exploitation que ceux identifiés dans l'agrément, sans que l'Administration en ait été prévenue ou en cas de faute professionnelle jugée grave par l'Administration au vu du statut et de la responsabilité résultant du niveau d'expertise exigé;

2° au minimum une des règles visées à l'article 26, 1° à 3°, 5°, 7°, 9° à 15°, 18° et 19°, n'est pas respectée;

3° le laboratoire n'effectue pas ou ne satisfait pas aux analyses interlaboratoires qui lui sont imposées;

4° les prestations fournies par le titulaire de l'agrément sont considérées par l'Administration comme de qualité manifestement insuffisante conformément à l'article 20, § 1^{er} ;

5° un procès-verbal constate une infraction à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, au décret du 27 juin 1996, ou à ses arrêtés d'exécution.

Concernant le 3°, les résultats des analyses interlaboratoires peuvent être considérés comme de qualité manifestement insuffisante si le « z-score » de plus de dix pour cent des paramètres analysés est supérieur en valeur absolue à deux ou si un seul ou plusieurs « z-score » sont supérieurs en valeur absolue à trois.

§ 2. Si l'Administration a l'intention de modifier, suspendre ou retirer un agrément, elle en informe le titulaire en :

1° précisant les motifs de modification, de suspension ou de retrait;

2° indiquant la durée envisagée de la suspension de l'agrément.

§ 3. L'Administration notifie au laboratoire par courrier ayant date certaine, son intention de le sanctionner en précisant les éléments qui le justifient ou de le voir régulariser la situation dans un délai qu'elle détermine.

Le laboratoire peut faire valoir ses observations dans un délai de trente jours à dater de la notification par l'Administration de son intention de le sanctionner et, s'il le souhaite, demander à être entendu.

§ 4. L'Administration envoie sa décision de modification, de suspension ou de retrait dans un délai de soixante jours à dater de la notification, visée au paragraphe 3.

En cas d'urgence spécialement motivée, et pour autant que l'audition du titulaire soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'agrément peut être suspendu immédiatement, sans audition préalable de son titulaire.

En cas de suspension, l'Administration précise la durée de celle-ci.

En cas de retrait d'agrément la décision précise la période, de maximum trois ans, pendant laquelle le titulaire de l'agrément se voit interdire l'accès à un nouvel agrément, tel que spécifié dans l'article 47, alinéa 3, du décret du 27 juin 1996.

Art. 20. § 1^{er}. Tout rapport défavorable émis par l'ISSeP à la suite de tests et essais interlaboratoires d'aptitude ou autres analyses en aveugle ou analyses d'échantillons de référence visés à l'article 26, 13° à 15°, qu'il organise, peut être considéré comme preuve de prestations de qualité insuffisante dans le chef du laboratoire concerné.

Ce rapport est notifié par l'ISSeP au laboratoire et à l'Administration.

§ 2. En cas de rapport défavorable de l'ISSeP ou de l'Administration, l'Administration peut en avvertir le laboratoire concerné et lui préciser si elle entend, sur cette base, modifier, suspendre ou retirer l'agrément, conformément à l'article 19, § 2.

Section 4. — Des recours

Art. 21. Un recours auprès du Ministre est ouvert au demandeur ou au titulaire de l'enregistrement ou de l'agrément, contre les décisions visées aux articles 9, § 3, 10, § 3, 17 et 19, § 4. Ce recours n'est pas suspensif.

Art. 22. A peine d'irrecevabilité, le recours est introduit à l'Administration, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, dans les vingt jours suivant la décision de l'Administration.

L'Administration envoie au Ministre le recours introduit, ainsi qu'un projet de décision dans un délai de septante jours à dater de la réception du recours.

Art. 23. Le Ministre statue sur le recours dans les nonante jours à dater de la réception du recours.

Art. 24. La décision du Ministre est notifiée à l'intéressé soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte.

A défaut de décision, la décision initiale de l'Administration est réputée confirmée.

CHAPITRE III. — Obligations des préleveurs et des laboratoires

Section 1. — Obligations des préleveurs

Art. 25. Dans l'exercice des activités liées à son enregistrement, le préleveur :

1° effectue les prélèvements de déchets en ce compris le choix de la méthode de prélèvement, l'échantillonnage, le conditionnement et la conservation des échantillons jusqu'à la remise au laboratoire, en respectant les règles et méthodes figurant dans le CWEA;

2° effectue les rapports de prélèvement. Ce rapport contient au minimum les informations suivantes :

- a) le lieu et la date des prélèvements;
- b) les données permettant d'identifier le préleveur enregistré;
- c) les données permettant d'identifier le commanditaire du prélèvement;
- d) le code et la désignation du déchet au regard du catalogue wallon des déchets;
- e) les conditions de stockage du déchet;
- f) les méthodes de prélèvement et d'échantillonnage utilisées au regard du CWEA;
- g) les observations du préleveur, telles que celles concernant l'odeur, la couleur, la matrice et la texture;
- h) des photographies des déchets;

3° communique le rapport de prélèvement au commanditaire et le tient à disposition de l'Administration;

4° le cas échéant, participe activement aux séances d'information, de remise à niveau et de formation reconnue par l'Administration ou son mandataire comme étant en rapport avec ces missions;

5° communique à l'Administration, sur simple demande, la liste des lieux précis sur lesquels les investigations, rapports, études, projets émergeant aux matières gérées dans le cadre du décret du 27 juin 1996 et du présent arrêté, sont réalisés, en cours ou projetés et ce, pour la période indiquée dans la demande de l'Administration;

6° communique à l'Administration, sur simple demande, tout renseignement permettant de vérifier le respect des conditions et règles d'enregistrement définies par le présent arrêté.

Section 2. — Obligations des laboratoires

Art. 26. Dans l'exercice des activités liées à son agrément, le laboratoire :

1° est responsable vis-à-vis des tiers du respect des conditions et règles de son agrément et de la qualité des prestations fournies dans le cadre de l'agrément;

2° fait effectuer les prélèvements de déchets par un préleveur agissant selon les règles et méthodes indiquées dans le CWEA et exécute, conformément au CWEA, les prestations pour lesquelles il est agréé;

3° exerce ses missions en toute impartialité et indépendance, dans le respect de la confidentialité et avec la probité requise;

4° précise dans le rapport d'analyse établi dans le cadre de l'agrément, les méthodes utilisées définies par le CWEA;

5° réalise les analyses effectuées dans le cadre de son agrément sur les seuls sites identifiés dans la décision d'octroi d'agrément;

6° fait signer ou contresigner les rapports d'analyse établis par une personne habilitée, conformément à l'article 12, alinéa 3, 2°;

7° fait participer les personnes habilitées visées à l'article 12, alinéa 3, 2°, aux séances de formation continue délivrées à leur intention par l'Administration ou à sa demande, et communique à l'Administration annuellement pour le 31 janvier, la preuve que cette disposition a été respectée;

8° informe l'Administration annuellement sur l'évolution des actions reprises au sein de son planning d'engagement tel que validé, visé à l'article 15, § 2, 2°, d);

9° conserve toutes les archives se rapportant aux activités menées dans le cadre de l'agrément pendant une durée de cinq ans;

10° communique à l'Administration, sur simple demande, l'inventaire des analyses émergeant aux matières gérées dans le cadre du décret du 27 juin 1996 et du présent arrêté, réalisées ou en cours;

11° permet à l'Administration et aux personnes qu'elle mandate d'accéder à tous ses locaux sans préavis et de consulter tout échantillon, document, fichier et appareillage se rapportant aux activités menées dans le cadre de l'agrément;

12° se soumet au contrôle organisé par l'ISSeP;

13° participe aux tests et essais interlaboratoires d'aptitude organisés par l'ISSeP et met en œuvre les actions correctrices requises dans les délais définis par l'Administration;

14° subit de manière satisfaisante les analyses en aveugle visant à vérifier les résultats des analyses mises en œuvre dans le cadre de l'agrément;

15° subit les contrôles organisés par l'ISSeP et ayant pour objet l'analyse d'échantillons de référence;

16° communique à l'Administration et à l'ISSeP, sur simple demande, le résultat de tout essai effectué dans le cadre de l'agrément ou des essais interlaboratoires d'aptitude qui ne sont pas organisés par l'ISSeP;

17° communique à l'Administration, sur simple demande, tout renseignement permettant de vérifier le respect des conditions et règles d'agrément, notamment, les documents de preuve démontrant que le laboratoire remplit les obligations visées à l'article 15, § 2;

18° transmet sans délai à l'ISSeP tout rapport d'audit émis dans le cadre du système d'accréditation ISO 17025 ou tout autre système reconnu et admis par l'Administration;

19° conserve tous les éléments qui peuvent faire office de preuve des analyses réalisées au minimum six mois sur le site où l'analyse a été effectuée et de permettre à tout moment l'accès à l'ISSeP et à l'Administration à ces échantillons ou données, en vue d'en permettre la traçabilité et la vérification du respect des procédures d'analyse.

Concernant le 12°, les contrôles peuvent être organisés sans avertissement préalable sur le site de prélèvement ou dans les locaux des laboratoires.

Concernant le 13°, les frais liés aux tests et essais interlaboratoires d'aptitude sont à charge du laboratoire agréé.

Concernant le 14°, les résultats des analyses sont considérés comme insuffisants soit lorsque le « z-score » de plus de dix pour cent des paramètres analysés est supérieur en valeur absolue à deux ou si un ou plusieurs « z-score » sont supérieurs en valeur absolue à trois, soit lorsqu'un paramètre analysé sort de la gamme reprise dans le certificat d'analyse d'un échantillon de référence certifié.

Concernant le 18°, en cas de non-conformité, le laboratoire met en œuvre les mesures correctrices requises et transmet à l'Administration dans les six mois à dater de la non-conformité, un rapport portant sur le suivi des non-conformités relevées. L'Administration peut requérir un nouveau rapport de l'ISSeP ou des éléments complémentaires.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 27. § 1^{er}. Les demandes d'agrément de laboratoire pour les déchets introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont traitées selon les dispositions applicables au moment de l'introduction de la demande. Lorsqu'ils sont délivrés, les agréments restent valables jusqu'à leur échéance.

§ 2. Les agréments de laboratoires pour les déchets déjà délivrés en vertu des dispositions du Code de l'Environnement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables jusqu'à leur échéance.

§ 3. Le renouvellement des agréments visés aux paragraphes 1^{er} et 2 est demandé conformément au présent arrêté et dans le délai visé à l'article 15, § 4.

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Art. 29. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 1

Formulaire de demande d'enregistrement en tant que préleveur d'échantillons de déchets

*Le demandeur référence les annexes et les présente selon le libellé du présent formulaire.
 Les documents et attestations requis sont originaux et datés de moins de trois mois.
 Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du portail environnement de Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'Administration.
 Une version papier avec les documents originaux est adressé à l'Administration par tout moyen conférant date certaine.*

CADRE 1 : IDENTITE DU DEMANDEUR**1. Identité du demandeur :****a) Personne Physique**

NOM :

Prénom :

Désirant exercer l'activité de préleveur* :

 pour compte propre

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et/ou des sociétés (pour les opérateurs belges : numéro de la Banque Carrefour des Entreprises (ci-après BCE)) :

Numéro d'identification auprès de la TVA :

 pour compte de la société suivante :

Raison ou dénomination sociale (nom officiel enregistré auprès du registre national du commerce et des sociétés) :

Forme juridique :

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) :

Numéro d'identification auprès de la TVA :

(*) Case à cocher

b) Personne morale

Raison ou dénomination sociale (nom officiel enregistré auprès du registre national du commerce et des sociétés) :

Forme juridique :

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro BCE) :

Numéro d'identification auprès de la TVA :

2. Adresse:

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

 :

E-mail :@.....

3. Adresse du/des siège(s) d'exploitation visé(s) par la demande

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

 :

E-mail :@.....

4. Personne à contacter dans le cadre de la demande (personne possédant la maîtrise de la langue française) :

NOM :

Prénom :

Fonction :

 :

E-mail :@.....

CADRE II : ANNEXES

Le demandeur veille à référencer et à présenter les annexes selon le libellé du présent formulaire.

Les annexes supplémentaires sont également numérotées suivant une numérotation continue.

Documents d'identification de la personne qui sollicite l'enregistrement (visée au cadre I, point 1.)

Annexe 1 Fournir une copie de l'extrait apportant la preuve d'enregistrement auprès du registre national de commerce et des sociétés et pour les entrepreneurs/entreprises belges auprès de la BCE

Annexe 2 Fournir une liste :

- du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'enregistrement est requis ;
- du matériel et des moyens informatiques nécessaires à la communication des informations aux laboratoires ou à l'Administration ;

Annexe 3 Curriculum vitae, diplôme, certificat et formation démontrant les connaissances suffisantes pour effectuer les prélèvements prévus ;

Garanties morales ; matériel et moyens techniques et informatiques

Annexe 4

Pour les personnes physiques :

Fournir, une **déclaration sur l'honneur** dûment datée et signée par le demandeur visé au cadre I, attestant qu'il/elle :

- n'a pas dans les trois ans la demande encouru de condamnation coulée en force de chose jugée pour infraction de première ou deuxième catégories au sens du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ou pour toute infraction de même nature et importance à toute législation environnementale européenne, belge ou étrangère ;
- jouit de ses droits civils et politiques ;
- a exécuté toutes ses obligations sociales et fiscales ;
- ne fait pas l'objet d'une décision non expirée, prise en application de l'article 47, alinéa 3, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, de ne pas pouvoir postuler un tel enregistrement ;
- dispose du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'enregistrement est requis ;
- dispose du matériel et des moyens informatiques nécessaires à la communication des informations aux laboratoires ou à l'Administration ;
- dispose de connaissances suffisantes pour effectuer les prélèvements prévus ;
- dispose d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande ;
- s'engage à participer à tous les modules de formation organisés directement par l'ISSeP ou à sa demande sur les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conditionnement et de conservation des échantillons décrites dans le CWEA ou d'autres documents techniques en rapport avec le décret ;
- respecte toutes les conditions de l'enregistrement, et en particulier les articles 6 et 25.

Pour les personnes morales.

Fournir, une **déclaration sur l'honneur** dûment datée et signée par le demandeur visé au cadre I, attestant qu'elle :

- a été constituée, conformément à la législation belge ou celle d'un autre Etat membre de l'espace économique européen et y avoir son siège social ou son principal siège d'exploitation et justifie d'une activité ayant un lien effectif et durable avec l'économie du pays concerné ;
- n'a pas dans les trois ans la demande encouru de condamnation coulée en force de chose jugée pour infraction de première ou deuxième catégories au sens du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ou pour toute infraction de même nature et importance à toute législation environnementale européenne, belge ou étrangère ;
- ne compte pas parmi ses administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir de l'engager, de personnes ayant encouru une condamnation visée à l'alinéa précédent, ou ne disposant pas de tous ses droits civils et politiques ;
- a exécuté toutes ses obligations sociales et fiscales ;
- ne fait pas l'objet d'une décision non expirée, prise en application de l'article 47, alinéa 3, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, de ne pas pouvoir postuler un tel enregistrement ;
- dispose du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'enregistrement est requis ;
- dispose du matériel et des moyens informatiques nécessaires à la communication des informations aux laboratoires ou à l'Administration
- dispose de connaissances suffisantes pour effectuer les prélèvements prévus ; et s'engage à former de façon suffisante ses travailleurs afin de leur permettre d'effectuer efficacement les prélèvements prévus ;
- dispose d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande ;
- s'engage à faire participer les personnes physiques chargées des prélèvements, à tous les modules de formation organisés directement par l'ISSeP ou à sa demande sur les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conditionnement et de conservation des échantillons décrites dans le CWEA ou d'autres documents techniques en rapport avec le décret ;
- respecte toutes les conditions de l'enregistrement, et en particulier les articles 6 et 25.

Contrat d'assurance

Annexe 5

copie du contrat d'assurance ou un engagement du demandeur et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'enregistrement, une assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle et exploitation couvrant les activités pour lesquelles le préleveur est enregistré.

Respect des règles visées aux articles 8, 9 et 10.

Annexe 6 :

Déclaration, dont le modèle est fourni par l'Administration par le biais du portail environnement de Wallonie, dûment datée et signée par le demandeur, par laquelle celui-ci s'engage à respecter l'ensemble des règles visées à l'article 25.

Le soussigné,, personne(s) identifiée(s) au cadre I.1, déclare(nt) et certifie(nt) sur l'honneur que les informations reprises eu sein du présent formulaire et de ses annexes sont complètes et exactes.

Fait à, le

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 établissant les conditions d'enregistrement des préleveurs d'échantillons de déchets et les conditions d'agrément des laboratoires d'analyse de déchets.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 2

Formulaire de demande d'agrément en tant que laboratoire d'analyses au sens de l'arrêté du 11 avril 2019 établissant les conditions d'enregistrement des préleveurs d'échantillons de déchets et les conditions d'agrément des laboratoires d'analyse des déchets

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT LABORATOIRE (articles 11 et 15)

Le formulaire et ses annexes sont introduits par le biais du portail environnement de Wallonie par voie électronique complété d'une signature électronique fournie par un dispositif approuvé par l'Administration.

Une version papier avec les documents originaux est adressée à l'Administration par tout moyen conférant date certaine.

Le demandeur référence les annexes et les présente selon le libellé du présent formulaire.

Les documents et attestations requis sont originaux et datent de moins de trois mois.

CADRE I : OBJET DE LA DEMANDE

Catégorie d'agrément laboratoire visé par la demande, pour chacun des sièges d'exploitation pour lequel il est demandé * :

Siège d'exploitation 1 :(adresse)

0 complet (le laboratoire entend mettre en œuvre toutes les analyses concernant les paramètres repris au cadre III)

0 partiel (le laboratoire entend mettre en œuvre les analyses de certains paramètres repris au cadre III, qu'il identifie)

(*) Cocher la catégorie demandée.

Siège d'exploitation 2(adresse)

0 complet (le laboratoire entend mettre en œuvre toutes les analyses concernant les paramètres repris au cadre III)

0 partiel (le laboratoire entend mettre en œuvre les analyses de certains paramètres repris au cadre III, qu'il identifie)

(*) Cocher la catégorie demandée.

Siège d'exploitation 3(adresse)

0 complet (le laboratoire entend mettre en œuvre toutes les analyses concernant les paramètres repris au cadre III)

0 partiel (le laboratoire entend mettre en œuvre les analyses de certains paramètres repris au cadre III, qu'il identifie)

(*) Cocher la catégorie demandée.

CADRE II : IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**I****1. Identité :**

Raison ou dénomination sociale (nom officiel enregistré auprès du registre national du commerce et des sociétés) :

Forme juridique :

Numéro d'identification auprès du registre national de commerce et des sociétés (pour les entreprises belges : numéro d'identification à la Banque Carrefour des Entreprises (ci-après BCE) :

Numéro d'identification auprès de la TVA :

2. Adresse :

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

:

E-mail :@.....

3. Adresse du/des siège(s) d'exploitation visé(s) par la demande :

1

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

:

E-mail :@.....

2

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

:

E-mail :@.....

3

Pays :

Commune : Code postal :

Rue : n° boîte

 :

E-mail :@.....

4. Personne à contacter dans le cadre de l'examen de la demande (personne possédant la maîtrise de la langue française) :

NOM :

Prénom :

Fonction :

 :

E-mail :@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

5. Interlocuteur technique possédant une maîtrise suffisante de la langue française et des modalités techniques (article 12, alinéa 3, 1 à 3°) :

Siège d'exploitation n°1

NOM :

Prénom :

Fonction :

 : Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

 : Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

 : Fax : E-mail :@.....

Siège d'exploitation n° 2

NOM :

Prénom :

Fonction :

 : Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

 : Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

 : Fax : E-mail :@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) :

Siège d'exploitation n° 3

NOM :

Prénom :

Fonction :

 : Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

 : Fax : E-mail :@.....

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

6. Liste nominative des responsables de laboratoires (répondant aux conditions de l'article 7, § 2, 3°) dont la disponibilité permanente est garantie, possédant les capacités et l'expertise technique appropriée (article 12, alinéa 3, 2° et 3°^{oc}) :

Siège d'exploitation n°1

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

Siège d'exploitation n° 2

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

Siège d'exploitation n° 3

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

NOM :
 Prénom :
 Fonction :
 : Fax : E-mail :@.....

7. Identité des personnes répondant aux conditions de l'article 7, § 2, 3°, habilitées à signer ou contresigner tout rapport ou étude rédigé en vertu de l'agrément, apte à garantir l'application des dispositions légales et réglementaires résultant du CWEA, aux activités couvertes par l'agrément et les règles de celui-ci, en particulier les mesures de qualité des prestations fournies (article 12, alinéa 3, 2°) :

Siège d'exploitation n°1

NOM :

Prénom :

Fonction :

☐: Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

☐: Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

☐: Fax : E-mail :@.....

Siège d'exploitation n°2

NOM :

Prénom :

Fonction :

☐: Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

☐: Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

☐: Fax : E-mail :@.....

Siège d'exploitation n°3

NOM :

Prénom :

Fonction :

☐: Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

☐: Fax : E-mail :@.....

NOM :

Prénom :

Fonction :

☐: Fax : E-mail :@.....

CADRE III : ANNEXES

Le demandeur veille à référencer et à présenter les annexes selon le libellé du présent formulaire.

Les annexes supplémentaires sont également numérotées suivant une numérotation continue.

Paramètres pour lesquels l'agrément (par siège d'exploitation) est demandéAnnexe 1 □

Une liste « **Paramètres_Agrément_Laboratoire** » mise à disposition sur le site internet de l'Administration, et dûment complétée par le demandeur. Identifier au sein de cette liste, pour chaque siège d'exploitation concerné par la demande, (dans cette hypothèse le demandeur déposera des annexes 1, 1bis, 1 ter etc.), les paramètres pour lesquels l'agrément est demandé.

Annexe 2 □

En cas de recours à la sous-traitance :

- identifier, au sein de cette liste les paramètres pour lesquels la sous-traitance est prévue ;
- indiquer, pour les paramètres du point a., le laboratoire agréé chargé de la sous-traitance ;
- fournir une **copie de la convention de sous-traitance**, avec identification du site d'exploitation et indication de la durée de la sous-traitance.

Documents d'identification du demandeur.Annexe 3 □

Copie des statuts publiés (version coordonnée) ou copie certifiée conforme de la demande de leur publication

Annexe 4 □

Copie de l'extrait apportant la preuve d'enregistrement auprès du registre national de commerce et des sociétés, et pour les entreprises belges de leur enregistrement auprès de la BCE.

Documents spécifiques à chaque siège d'exploitation pour lequel la demande est introduite (organisation, compétences)Annexe 5 □

Organigramme détaillé du siège d'exploitation, intégrant pour les personnes visées à l'article 12, alinéa 3, 1° et 2°, leur qualité de responsable(s) de laboratoire ou de personne(s) habilitée(s) ainsi qu'un organigramme situant le laboratoire au sein de la structure-mère

Annexe 6 □

Tableau « **Expérience_ qualifications** » mis à disposition sur le site internet de l'Administration dûment complété, daté et signé par le demandeur et par chacune des personnes visées à l'article 12, alinéa 3, 1° à 3° (interlocuteur technique(s), responsable(s) de laboratoire ou personne(s) habilitée(s)).

Ce tableau reprend notamment :

- l'identité des personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé ;
- les qualifications de ces personnes : diplôme / nombre d'année d'expérience (en relation avec l'agrément sollicité) ;
- les matières couvertes par chaque personne en regard des compétences nécessaires à l'exercice de l'agrément ;
- le type de contrat et la durée d'engagement.

Données spécifiquement requises pour la (les) interlocuteurs technique, responsable(s) de laboratoire et personne(s) habilitée(s)

Sauf preuve de son accréditation ISO 17025, (annexe 13) :

Pour chacun des responsables de laboratoire et personnes habilitées:

- Annexe 7 □ : un curriculum vitae détaillé en relation avec l'agrément sollicité faisant le relevé des diplômes et faisant au minimum état de l'expérience acquise au cours des trois à six ans précédant la date de la demande d'agrément ;
- Annexe 8 □ : copie du (des) diplôme(s) en relation avec l'agrément sollicité ;

Pour chacun des interlocuteurs techniques, responsables de laboratoire et personnes habilitées.

- Annexe 9 □ : copie du contrat de travail liant chacune de ces personnes au demandeur d'agrément (ou un document contresigné par les deux parties attestant d'un engagement au sein de la société sous forme d'un contrat de travail au sens de la loi la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, avec indication de la durée).

Garanties morales et financièresAnnexe 10 □

une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par une personne pouvant engager le demandeur, attestant qu'il:

- a satisfait à toutes ses obligations de paiement en matière d'impôts, de taxes et de cotisations sociales ;
- dispose de moyens financiers suffisants pour accomplir les mesures pour lesquelles l'agrément est sollicité ;
- n'a pas, ni aucun de ses responsables de laboratoire et personnes habilitées (visées à l'article 12, alinéa 3, 1° et 2°) ou de ses administrateurs, gérants ou toute autre personne ayant le pouvoir de l'engager, dans les trois ans la demande encouru de condamnation coulée en force de chose jugée pour infraction de première ou deuxième catégories au sens du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ou pour toute infraction de même nature et importance à toute législation environnementale européenne, belge ou étrangère ; et que ces personnes disposent de tous leurs droits civils et politiques.
- applique les méthodes du CWEA ou jugées équivalentes par l'Administration pour les paramètres pour lesquels l'agrément est sollicité et à défaut, qu'il s'engage à développer de telles méthodes suivant un planning (à joindre) à valider par l'Administration.

Annexe 11 □

une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par une personne pouvant engager le demandeur, attestant que toutes les personnes habilitées visées à l'article 12, alinéa 3, 2°, s'engagent à suivre les modules de formation continue organisés par l'Administration ou son mandataire.

Moyens techniques et informatiques - équipements.Annexe 12 : □

Relevé des moyens techniques et informatiques, ainsi que des équipements et positionnements de ceux-ci sur les plans des laboratoires dont le demandeur dispose pour mettre en œuvre les méthodes et procédures légales et assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis, établi selon le modèle fourni par l'Administration par le biais du portail environnement de Wallonie.

Système de gestion de la qualitéAnnexe 13 : □

- Copie du certificat d'accréditation ISO 17025 (incluant au minimum un paramètre analysé) ;
- Documents attestant de la mise en œuvre d'un système équivalent de gestion de la qualité organisationnelle et technique des activités de laboratoire,

Rapport d'audit et d'enquête technique de l'ISSEPAnnexe 14 : □

S'il a été exigé, rapport de l'ISSEP (article 14)

Respect des règles visées aux articles 43 et 44.Annexe 15 : □

Déclaration sur l'honneur du demandeur, dont le modèle est fourni par l'Administration par le biais du portail environnement de Wallonie, par laquelle le demandeur s'engage à respecter et faire respecter l'ensemble des obligations visées à l'article 26, dûment datée et signée par une personne pouvant l'engager.

Le ou les soussignés,, personne(s) identifiée(s) au cadre II. 4, déclare(nt) et certifie(nt) sur l'honneur que les informations reprises au sein du présent formulaire et de ses annexes, sont complètes et exactes.

Fait à, le

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 établissant les conditions d'enregistrement des préleveurs d'échantillons de déchets et les conditions d'agrément des laboratoires d'analyse de déchets.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

 ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204179]

11. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Registrierung der Probenehmer und die Zulassung der Analyselabors für Abfälle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 40 Ziffer 1 und 2, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.147, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008;

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, Artikel 18 § 2;

Aufgrund des Berichts vom 5. November 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 27. November 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 13. Dezember 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 4. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt" des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

Aufgrund des am 17. Dezember 2018 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens binnen einer Frist von dreißig Tagen in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12 Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;
Aufgrund Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;
Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;
Nach Beratung,
Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Abschnitt 1 — Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Blindanalyse: die Analyse einer anonymen Probe, die von der Verwaltung bei einem für die Analyse von Abfällen zugelassenen Labor angefordert wurde, um dessen Qualität zu beurteilen;

2° WKPA: das Wallonische Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden nach Artikel 18 § 2 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;

3° Dekret vom 27. Juni 1996: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

4° Ringprüfung: der Vergleich der Ergebnisse von Analysen identischer Proben, die von mehreren Labors durchgeführt wurden, die von dem ISSEP oder auf dessen Antrag, oder von einer nach ISO 17043 akkreditierten Einrichtung organisiert werden, und darauf abzielt, die Qualität dieser Ergebnisse zu beurteilen und die erforderlichen Anpassungen zu bestimmen;

5° ISSEP: das Wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes, das durch das Dekret vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region (I.S.S.E.P.) errichtet wurde;

6° Labor: das Laboratorium, das seine Zulassung als Analyzelabor in Anwendung des vorliegenden Erlasses beantragt oder erhalten hat;

7° Minister: der Minister für Umwelt;

8° zugelassene Sanierungseinrichtung: die zugelassene Sanierungseinrichtung nach Artikel D.343, D.344 und D.345 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

9° Probenehmer: die natürliche oder juristische Person, die ihre Registrierung als Probenehmer in Anwendung des vorliegenden Erlasses beantragt oder erhalten hat;

10° Qualitätsmanagementsystem: das Qualitätssystem eines Labors, das von der Verwaltung vorgeschrieben oder genehmigt wird, oder der Norm ISO 17025 genügt, und kraft dessen die allgemeinen Regeln für die Kompetenz und die Unparteilichkeit der Labortätigkeiten bestimmt werden;

11° Z-Score: der relative Wert einer Analyse, die durch ein zugelassenes Labor i in Anwendung des vorliegenden Erlasses durchgeführt wurde, im Verhältnis zu den anderen, im Rahmen einer Ringprüfung erfassten Ergebnissen, durch Anwendung der folgenden Formel:

$$\frac{Xi - \mu}{\sigma}$$

mit den folgenden Werten:

- Xi ist der Bruttowert des Labors;
- μ ist der Durchschnitt der Ergebnisse, die von den gesamten teilnehmenden Labors übermittelt worden sind;
- σ ist die Standardabweichung der Ergebnisse, die von den teilnehmenden Labors abgegeben worden sind, und dem folgenden Wert entspricht:

$$\frac{\sqrt{(\sum i (Xi - \mu)^2)}}{(n - 1)}$$

- n ist die Anzahl der Teilnehmer.

Abschnitt 2 — Probenahme und Analyse

Art. 2 - Wenn Probenahmen und Analysen kraft der Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 erforderlich sind, werden die zu analysierenden Proben von einem registrierten Probenehmer entnommen und die Analysen von einem zugelassenen Labor durchgeführt.

Das Probenahmeverfahren gibt Anlass zur Erstellung eines Probenahmeberichts durch den Probenehmer; dessen Mindestinhalt wird in Kapitel 3 bestimmt.

Die Analyse der Proben gibt Anlass zur Erstellung eines Analyseberichts durch das Labor; dessen Mindestinhalt wird in Kapitel 3 bestimmt.

Art. 3 - § 1. Das WKPA ist auf den vorliegenden Erlass anwendbar und bestimmt die Mindestregeln in Bezug auf die Probenahme, die Zusammenstellung, die Aufbewahrung, die Vorbehandlung und die Analyse der Proben, sowie die analytischen Verfahren, die zwecks der Feststellung der Merkmale der Abfälle anzuwenden sind.

§ 2. In dem WKPA werden die Mindestvorschriften festgelegt, die die Probenehmer und Labors einhalten müssen in Bezug auf:

1° die Referenzmethoden für die Durchführung der Probenahmen und Analysen sowie für die damit zusammenhängenden Vorgänge, die im WKPA verzeichnet sind;

2° die Methoden, die aufgrund von objektiven Kriterien von der Verwaltung als gleichwertig bewertet werden;

3° die Arten von Matrizen, auf welche die genannten Referenzmethoden anwendbar sind.

§ 3. Das WKPA kann

1° Leitlinien für die Auslegung der Ergebnisse festlegen, und Deutungsmuster auferlegen;

2° Leitlinien für die Erstellung von Statistiken bestimmen;

3° Kriterien bestimmen, anhand deren die Gleichwertigkeit zwischen den Methoden des WKPA und alternativen Methoden, die von den Probenehmern oder Labors vorgeschlagen werden, festgestellt werden kann;

4° Muster für die Probenahme- und Analyseberichte, die Informationserfassungsbögen, die Berichte oder Tabellenkalkulationen auferlegen, die im Rahmen der Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 1996 übermittelt werden müssen;

5° spezifische Anwendungsbereiche für die Untersuchungsmethoden und -geräte bestimmen;

6° den Mindestinhalt des Probenahmeberichts und des Analyseberichts nach Artikel 2 ergänzen.

§ 4. Die Verwaltung, oder, auf deren Antrag, das ISSeP veranstaltet Weiterbildungslehrgänge für die Probenehmer und die Labors.

KAPITEL II — Registrierungs- und Zulassungsanträge

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 4 - Als Probenehmer lässt sich nach den Bestimmungen von Abschnitt 2 des vorliegenden Kapitels die natürliche oder juristische Person registrieren, die Aktivitäten im Bereich der Entnahme und Zusammenstellung von Abfallproben zwecks ihrer Analyse wahrnimmt.

Art. 5 - Als Labor lässt sich nach den Bestimmungen von Abschnitt 3 des vorliegenden Kapitels die juristische Person registrieren, die Aktivitäten im Bereich der Analyse von Abfällen im Rahmen des vorliegenden Erlasses wahrnimmt.

Art. 6 - Der Probenehmer oder das Labor darf keine Aufgaben in Ausführung des Dekrets vom 27. Juni 1996 oder des Umweltgesetzbuches wahrnehmen, wenn:

1° er selbst oder eine Person, die in ihm oder für eigene Rechnung eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion wahrnimmt, in gerader Linie bis zum dritten Grade einschließlich oder in der Seitenlinie bis zum vierten Grade einschließlich mit dem Auftraggeber verwandt oder verschwägert ist;

2° er selbst oder eine Person, die für eigene Rechnung eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion wahrnimmt, persönlich oder über eine andere Person, Mehrheitsaktionär oder tätiger Gesellschafter des Auftraggebers ist;

3° wenn er selbst oder eine Person, die für eigene Rechnung eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion wahrnimmt, in gerader Linie oder tatsächlich, persönlich oder über eine andere Person eine Leitungs- oder Geschäftsführungsfunktion bei dem Auftraggeber wahrnimmt;

4° diese Tätigkeiten direkt oder indirekt, völlig oder teilweise, in welcher Form auch immer, vom Auftraggeber kontrolliert oder verwaltet werden.

In Bezug auf Ziffer 4 gilt diese Bestimmung abweichend davon nicht für die zugelassenen Sanierungseinrichtungen.

Abschnitt 2 — Registrierung als Probenehmer

Unterabschnitt 1 — Bedingungen

Art. 7 - § 1. Wenn die Person, die eine Registrierung beantragt, eine natürliche Person ist, hat sie die folgenden Bedingungen zu erfüllen:

1° Bürger eines Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums sein;

2° keine noch rechtskräftige Verurteilung wegen eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne des Dekrets vom 5. Juni 2008 in Bezug auf Umweltverstöße oder Verstöße der gleichen Art und Schwere gegen jegliche sonstige europäische, belgische oder ausländische Umweltvorschrift erlitten haben;

3° im Besitz aller zivilen und politischen Rechte sein;

4° ihre sozialen und steuerlichen Pflichten erfüllt haben;

5° nicht das Recht auf Zugang zu einer neuen Registrierung in Anwendung von Artikel 10 verloren haben.

§ 2. Wenn die Person, die eine Registrierung beantragt, eine juristische Person ist, hat sie die folgenden Bedingungen zu erfüllen:

1° gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums gegründet worden sein, und dort ihren Gesellschaftssitz oder ihren wichtigsten Betriebsitz haben, und nachweisen, dass ihre Tätigkeiten einen tatsächlichen und dauerhaften Zusammenhang mit der Wirtschaft des betreffenden Landes haben;

2° keine noch rechtskräftige strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen oder föderalen Umweltvorschriften oder gegen jegliche andere Umweltvorschrift eines Mitgliedstaats der Europäischen Union erlitten haben.

3° unter ihren Verwaltern, Geschäftsführern oder Personen, die befugt sind, die Gesellschaft zu verpflichten, nur Personen zählen, die nicht zu einem noch rechtskräftigen Entzug ihrer zivilen und politischen Rechte verurteilt worden sind;

4° gegenüber den sozialen und steuerrechtlichen Verpflichtungen in Ordnung sein;

5° über ausreichende finanzielle Garantien verfügen;

6° über eine ausreichende Fähigkeit verfügen, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen;

7° über mindestens einen technisch befugten Ansprechpartner verfügen, der mit den Kontakten mit der Verwaltung und ihren Vertretern beauftragt ist, der über die notwendigen technischen Kenntnisse verfügt, und die französische Sprache beherrscht;

8° nicht das Recht auf Zugang zu einer neuen Zulassung oder Registrierung in Anwendung von Artikel 10 oder 19 verloren haben.

Art. 8 - Die natürliche oder juristische Person, die einen Antrag auf Registrierung als Probenehmer einreicht, muss

1° über die technischen Ausrüstungen und Mittel verfügen, die notwendig sind, um ihre Aufgaben wahrzunehmen;

2° über die IT-Ausrüstungen und -Mittel verfügen, die zur Übermittlung der Informationen an die Labors oder an die Verwaltung erforderlich sind;

3° über eine ausreichende Fähigkeit verfügen, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen;

4° sich verpflichten, an allen Aus- bzw. Weiterbildungslehrgängen teilzunehmen (oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, dafür zu sorgen, dass die mit den Probenahmen beauftragten natürlichen Personen daran teilnehmen), die direkt vom ISSeP oder auf dessen Antrag über die in dem WKPA oder anderen technischen Dokumenten in Verbindung mit dem Dekret vom 27. Juni 1996 beschriebenen Methoden für die Entnahme, Zusammenstellung, Verpackung und Aufbewahrung von Proben veranstaltet werden;

5° über eine Versicherung zur Deckung ihrer beruflichen Haftpflicht bis zu einem ausreichenden Betrag für alle Tätigkeiten, die unter die Registrierung fallen, verfügen.

Unterabschnitt 2 — Registrierungsverfahren

Art. 9 - § 1. Die Person, die eine Registrierung als Probenehmer beantragt, füllt das in Anhang 1 befindliche Formular in Bezug auf die Registrierung aus, das von der Verwaltung auf dem Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird.

Das Formular und seine Anhänge werden auf dem elektronischen Weg, mit einer von der Verwaltung genehmigten Unterschrift, eingereicht.

Eine Papierversion mit den ursprünglichen Dokumenten wird durch jegliches Mittel, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, an die Verwaltung gerichtet.

§ 2. Der Antrag auf Registrierung als Probenehmer umfasst die folgenden Dokumente:

1° eine ehrenwörtliche Bescheinigung,

a) dass der Antragsteller keine Verurteilung nach Artikel 7 § 1 Ziffer 2 und § 2 Ziffer 2 und 3 erlitten hat;

b) dass er über seine gesamten zivilen und politischen Rechte verfügt;

c) dass er nicht Gegenstand eines nicht verfallenen, in Anwendung von Artikel 47 Absatz 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 getroffenen Beschlusses zum Verbot der Einreichung eines neuen Registrierungsantrags ist;

2° eine Verpflichtung, über die technischen Ausrüstungen und Mittel zu verfügen, die zur Wahrnehmung der Aufgaben erforderlich sind, für welche die Registrierung beantragt wird;

3° eine Verpflichtung, über die IT-Ausrüstungen und -Mittel zu verfügen, die zur Übermittlung der Informationen an die Labors oder an die Verwaltung erforderlich sind;

4° eine ehrenwörtliche Bescheinigung, dass er über eine ausreichende Fähigkeit verfügt, Texte in französischer Sprache abzufassen;

5° eine Verpflichtung, an allen Aus- bzw. Weiterbildungslehrgängen teilzunehmen, die vom ISSeP über die in den Referenzleitlinien über Abfälle und in dem WKPA oder in anderen technischen Dokumenten in Verbindung mit dem Dekret vom 27. Juni 1996 beschriebenen Methoden für die Entnahme, Zusammenstellung, Verpackung und Aufbewahrung von Proben veranstaltet werden;

6° die versicherungsmäßige Abdeckung nach Artikel 8 Ziffer 5;

7° eine Erklärung zur Bescheinigung, dass der Probenehmer alle Verpflichtungen nach den Artikeln 6 und 25 des vorliegenden Erlasses erfüllen wird.

Wenn der Antragsteller in Bezug auf Ziffer 6 zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags über keine versicherungsmäßige Abdeckung verfügt, hat er der Verwaltung eine Abschrift des ordnungsmäßig unterschriebenen Versicherungsvertrags innerhalb des Monats nach der Notifizierung seiner Registrierung zu übermitteln. Diese Übermittlung erfolgt nach den in Paragraf 1 angegebenen Modalitäten. Wenn innerhalb der Frist kein Versicherungsvertrag abgeschlossen wurde, wird die Registrierung von Rechts wegen ausgesetzt. Die Registrierung wird erst ab dem Tag nach demjenigen der Übermittlung der Abschrift des ordnungsmäßig unterschriebenen Versicherungsvertrags wieder wirksam. Solange der Antragsteller über keine versicherungsmäßige Abdeckung verfügt, dürfen keine Probenahmen durchgeführt werden.

§ 3. Binnen dreißig Tagen nach dem Eingang des Formulars und seiner Anhänge prüft die Verwaltung, ob der Antrag vollständig ist, und informiert gegebenenfalls den Antragsteller über fehlende Angaben bzw. fehlende Dokumente.

Wenn die Akte vollständig ist, erklärt die Verwaltung sie für zulässig, registriert sie, und notifiziert dem Antragsteller ihren Beschluss binnen dreißig Tagen ab dem Eingang seines vollständigen Antrags.

Die Liste der registrierten Probenehmer wird auf dem Umweltportal der Wallonie ständig aktualisiert.

Unterabschnitt 3 — Aussetzung und Entzug der Registrierung

Art. 10 - § 1. Die Registrierung kann von der Verwaltung ausgesetzt oder entzogen werden, wenn

1° die Bedingungen der Registrierung sind mehr erfüllt sind, insbesondere wenn eine der in Artikel 6 und 25 genannten Regeln nicht eingehalten wird;

2° wenn die vom Inhaber der Registrierung erbrachten Leistungen von der Verwaltung als offensichtlich unzureichender Qualität betrachtet werden;

3° durch ein Protokoll ein Verstoß gegen das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 oder seine Ausführungserlasse festgestellt wird;

4° der Probenehmer die im WKPA angegebenen Modalitäten nicht beachtet.

§ 2. Mittels eines Schreibens, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, notifiziert die Verwaltung dem Probenehmer ihre Absicht, ihm eine Strafe zu verhängen, wobei sie die Elemente angibt, die diese Maßnahme begründen.

Der Probenehmer kann seine Bemerkungen und, wenn er dies wünscht, seinen Antrag, angehört zu werden, binnen dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt geltend machen, an dem die Verwaltung ihre Absicht, ihm eine Strafe zu verhängen, notifiziert hat.

§ 3. Die Verwaltung sendet ihren Beschluss über die Aussetzung oder den Entzug binnen einer Frist von sechzig Tagen ab der in Anwendung von Paragraf 1 erfolgten Notifizierung ein.

In besonders begründeten Fällen und insofern die Anhörung des Inhabers eine Verzögerung verursachen würde, die der öffentlichen Sicherheit schaden könnte, kann die Registrierung unverzüglich ausgesetzt werden, ohne dass eine vorherige Anhörung ihres Inhabers stattfindet.

Im Falle einer Aussetzung bestimmt die Verwaltung deren Dauer. Diese darf drei Monate nicht überschreiten.

Im Falle eines Entzugs darf binnen sechs Monaten ab dem Entzug kein neuer Antrag auf Registrierung eingereicht werden.

Abschnitt 3 — Zulassung als Labor

Unterabschnitt 1 — Kategorien von Zulassungen

Art. 11 - § 1. Die vom Labor beantragte Zulassung ist:

1° eine vollständige Zulassung, wenn das Labor vorhat, alle Analysen betreffend die in Feld III des Antragsformulars nach Anhang 2 des vorliegenden Erlasses angeführten Parameter durchzuführen;

2° eine Teilzulassung, wenn das Labor vorhat, Analysen betreffend einige der in Feld III des Antragsformulars nach Anhang 2 des vorliegenden Erlasses angeführten Parameter durchzuführen; in seinem Antrag bestimmt das Labor, welche Parameter es analysieren wird.

§ 2. Die Heranziehung von anderen Labors als Subunternehmer wird gestattet.

Unterabschnitt 2 — Bedingungen

Art. 12 - Die Zulassung als Labor kann nur einer juristischen Person gewährt werden.

Der Zulassungsantragsteller erfüllt die in Artikel 7 § 2 aufgeführten Bedingungen.

Zudem muss das Labor, das die Zulassung beantragt:

1° über einen oder mehrere Laborverantwortliche verfügen, die den Bedingungen nach Artikel 7 § 2 Ziffer 3 genügen, deren ständige Verfügbarkeit durch einen Vertrag mit dem Labor gewährleistet werden kann, und welche die technischen Fähigkeiten und das geeignete technische Fachwissen besitzen;

2° über mindestens eine Person je von der Zulassung betroffenen Betriebssitz verfügen, die den Bedingungen nach Artikel 7 § 2 Ziffer 3 genügt, und die befugt ist, jeden kraft des Dekrets vom 27. Juni 1996 und des vorliegenden Erlasses verfassten Bericht oder jede Studie zu unterzeichnen oder gegenzuzeichnen, die Anwendung der sich aus dem WKPA ergebenden gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen auf die von der Zulassung gedeckten Tätigkeiten sowie die Einhaltung der Regeln dieser Zulassung zu gewährleisten, insbesondere hinsichtlich der Messung der Qualität der erbrachten Dienstleistungen;

3° über die technischen und IT- Ausrüstungen und Mittel sowie die menschlichen Ressourcen verfügen, die zur Umsetzung der in dem WKPA vorgesehenen Methoden und Verfahren und zur Durchführung der Aufgaben erforderlich sind, für welche die Zulassung beantragt wird;

4° ein anerkanntes Qualitätsmanagementsystem umsetzen, das entweder dem Akkreditierungssystem ISO 17025 mit mindestens einem analysierten Parameter entspricht, oder irgendeinem sonstigen von der Verwaltung vorgeschriebenen oder genehmigten Managementsystem in Bezug auf die organisatorische und technische Qualität von Laboraktivitäten entspricht;

5° die Methoden des WKPA oder von der Verwaltung als gleichwertig betrachtete Methoden für die Parameter, für welche die Zulassung beantragt wird, anwenden;

6° wenn Ziffer 5 nicht genügt wird, sich dazu verpflichten, in der Zukunft, d.h. binnen einer bestimmten Frist, die nicht mehr als zwei Jahre nach der Erlangung der Zulassung betragen darf, die Methoden des WKPA oder als gleichwertig betrachtete Methoden für die gesamten Parameter, die der Kategorie der beantragten Zulassung entsprechen, anzuwenden; die Einhaltung dieser Verpflichtung muss nach einem von der Verwaltung festgelegten Zeitplan erfolgen;

Die in Absatz 3 Ziffer 3 bis 6 genannten Funktionen können allein oder zusammen von einer oder mehreren Personen ausgeübt werden, abhängig vom Volumen der geplanten Tätigkeit.

In Bezug auf das Qualitätsmanagementsystem ist es erforderlich, über die technischen und IT-Ausrüstungen und Mittel und die menschlichen Ressourcen zu verfügen, die zur Umsetzung der in dem WKPA vorgesehenen Methoden und Verfahren und zur Durchführung der Aufgaben erforderlich sind, für welche die Zulassung beantragt wird.

Unterabschnitt 3 — Zulassungsverfahren

Art. 13 - Ein Antrag auf Zulassung ist nicht zulässig, wenn ihm nicht innerhalb von sechs Monaten vor seiner Einreichung die erfolgreiche Teilnahme des betreffenden Labors an einer von dem ISSeP direkt oder auf Antrag der Verwaltung organisierten Ringprüfung vorausgegangen ist.

Art. 14 - § 1. Vor der Untersuchung eines Antrags auf Zulassung als Labor kann die Verwaltung dem ISSeP einen Antrag auf technische Untersuchung und Audit notifizieren, dem eine Kopie dem Antragsteller zugestellt wird. Diesem Antrag ist das in Anhang des vorliegenden Erlasses befindliche, vom Antragsteller ausgefüllte Zulassungsantragsformular beizufügen. Die Kosten dieser Untersuchung gehen zu Lasten des antragstellenden Labors.

Außer wenn es weitere technische Auskünfte anfordert, die zwecks der Durchführung der technischen Untersuchung und des Audits nützlich sind, schlägt das ISSeP dem Antragsteller binnen dreißig Tagen nach dem Eingang der Notifizierung des in Absatz 1 genannten Antrags zwei Termine für die Durchführung der technischen Untersuchung und des Audits vor.

Die technische Untersuchung und das Audit, die vom ISSeP durchgeführt werden, betreffen:

1° die Organisation des Labors;

2° die Prüfung der technischen Kapazität der Anlagen und Ausrüstungen;

3° die Verfahren und ihre praktische Anwendung;

4° die menschlichen Mittel;

5° die Qualifikationen, über die es verfügt, einschließlich der Durchführung von Kontrollanalysen an Testproben;

6° die Anhörung von fachkundigen Referenzpersonen, um auf alle Elemente hinzuweisen, die die Ausstellung der Zulassung oder deren Umsetzung beeinträchtigen könnten.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Fristen werden zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

Art. 15 - § 1. Der Antragsteller auf eine Zulassung als Analyselabor für Abfälle füllt das in Anhang 2 befindliche Formular aus, das von der Verwaltung auf dem Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird, und gibt die Kategorie der beantragten Zulassung sowie die Parameter, für welche sie beantragt wird, an.

Wenn er eine Zulassung für mehrere Betriebssitze beantragt, gibt der Antragsteller für jeden Betriebssitz seine Kategorie an, sowie - wenn es sich um eine Teilzulassung handelt - die Liste der Parameter, für welche sie beantragt wird.

Das Formular und seine Anhänge werden auf dem elektronischen Weg auf der Webseite der Verwaltung mit einer elektronischen Unterschrift eingereicht.

Eine Papierversion mit den ursprünglichen Dokumenten wird durch jegliches Mittel, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, an die Verwaltung gerichtet.

Falls der Zulassungsantrag mehrere Betriebssitze betrifft, begründet der Antragsteller, dass jeder Betriebssitz die Zulassungsbedingungen beachtet, in Übereinstimmung mit Paragraf 2.

§ 2. Der Antragsteller auf eine Zulassung als Analyselabor für Abfälle fügt seinem Antrag die folgenden Anhänge bei:

- 1° eine Kopie seiner koordinierten Satzungen;
- 2° eine ehrenwörtliche Bescheinigung, dass der Antragsteller
 - a) alle seine Zahlungsverpflichtungen in Bezug auf Steuern, Abgaben und Sozialversicherungsbeiträge erfüllt;
 - b) über ausreichende finanzielle Mittel verfügt, um die Maßnahmen durchzuführen, für die die Zulassung beantragt wird;
 - c) unter den für das Labor verantwortlichen, oder den nach Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 2 befugten Personen, seinen Verwaltern, Geschäftsführern oder jeglicher Person mit der Befugnis, das Labor zu verpflichten, keine Personen zählen, die eine Verurteilung nach Artikel 7 § 2 Ziffer 2 erlitten haben, oder die nicht über ihre gesamten zivilen und politischen Rechte verfügen;
 - d) die Methoden des WKPA oder von der Verwaltung als gleichwertig betrachtete Methoden für die Parameter, für welche die Zulassung beantragt wird, anwendet, oder, wenn dies nicht der Fall, sich verpflichtet, solche Methoden nach einer von der Verwaltung zu validierenden Planung zu entwickeln;
- 3° ein Verzeichnis der technischen und IT-Mittel sowie der Ausrüstungen, über die er verfügt, sowie Pläne mit dem genauen Standort dieser technischen Mittel, dies für jede zugelassene Betriebsstätte;
- 4° eine Liste mit den Personalien der für die Labors verantwortlichen Personen und der befugten Personen nach Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 1 und 2;
- 5° eine Kopie des universitären oder gleichwertigen Diploms in einem wissenschaftlichen Fach der in Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 1 genannten für die Labors verantwortlichen Personen, oder jedes sonstige Dokument zur Bescheinigung, dass diese Personen im Laufe der sechs letzten Jahre vor dem Antrag eine gleichwertige berufliche Erfahrung von drei Jahren in den Bereichen, für welche die Zulassung beantragt wird, gesammelt haben, zuzüglich ihrer Lebensläufe;
- 6° eine Kopie des universitären oder gleichwertigen Diploms in einem wissenschaftlichen Fach der in Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 2 genannten befugten Personen, oder jedes sonstige Dokument zur Bescheinigung, dass diese Personen im Laufe der sechs letzten Jahre vor dem Antrag eine gleichwertige berufliche Erfahrung von drei Jahren in den Bereichen, für welche die Zulassung beantragt wird gesammelt haben, zuzüglich ihrer Lebensläufe;
- 7° eine Abschrift der Verträge, die er mit den in Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 1 bis 3 erwähnten Personen geschlossen hat.
- 8° eine Übersichtstabelle mit der Identität, dem Diplom bzw. der relevanten beruflichen Erfahrung, sowie der Dauer der vertraglichen Einstellung jeder Person, die für die in Artikel 12 Absatz 3 Ziffern 1 bis 3 genannten Funktionen bestellt worden ist;
- 9° einen Organisationsplan, in dem für die in Artikel 12 Absatz 3 Ziffern 1 und 2 genannten Personen, ihre Eigenschaft als für ein Labor verantwortliche Person, für das Qualitätsmanagement verantwortliche Person oder als befugte Person bestimmt wird;
- 10° die Verpflichtung der in Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 2 genannten befugten Personen, an den Aus- bzw. Weiterbildungslehrgängen teilzunehmen, die von der Verwaltung, ihrem Beauftragten oder dem ISSep organisiert werden;
- 11° die Beispielliste der Aufträge, die in den Bereichen, die von der beantragten Zulassung gedeckt werden, bereits wahrgenommen worden sind;
- 12° die ausführliche Liste der Analyseparameter, für welche die Zulassung beantragt wird;
- 13° die Kopie einer Akkreditierungsbescheinigung ISO 17025 oder jeden Nachweis über das Vorhandensein eines gleichwertigen, von der Verwaltung und dem ISSep bescheinigten Qualitätssystems;
- 14° eine Kopie von eventuellen Zuliefervereinbarungen mit der genauen Identifizierung der betroffenen Labors für die Dauer der beantragten Zulassung.

§ 3. Im Falle einer ISO 17025-Akkreditierung werden die laut Paragraf 2 Ziffer 5 bis 7 erforderlichen Dokumente nur für die befugten Personen im Sinne von Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 2 verlangt.

§ 4. Im Falle einer Zulassungserneuerung wird der Antrag spätestens sechs Monate vor Ablauf der laufenden Zulassung der Verwaltung zugestellt.

Unterabschnitt 4 — Beschlussfassung

Art. 16 - § 1. Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Zulassungsantrags innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie diesen Antrag erhalten hat.

Ist der Antrag unvollständig, so teilt die Verwaltung dem Antragsteller mit, welche Unterlagen noch fehlen.

Der Antragsteller verfügt dann über dreißig Tage ab dem Eingang der Mitteilung, um der Verwaltung die verlangten ergänzenden Unterlagen per Einschreiben oder jedes sonstige Mittel, das ein sicheres Datum verleiht, zukommen zu lassen.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der ergänzenden Unterlagen übermittelt die Verwaltung dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags.

Wenn die Verwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt sie diesen für unzulässig.

§ 2. Ist der Antrag unzulässig, so teilt die Verwaltung dem Antragsteller unter Einhaltung der in § 1 angegebenen Bedingungen und Fristen die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

Art. 17 - Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss über die Gewährung oder Verweigerung der Zulassung binnen einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des vollständigen und zulässigen Antrags.

Art. 18 - Die Dauer der Zulassung wird auf fünf Jahre festgelegt; sie kann erneuert werden.

Die Zulassung weist eine Nummer auf, die auf jeder Unterlage erwähnt wird, die deren Inhaber an die Verwaltung richtet.

Unterabschnitt 5 — Änderung, Aussetzung und Entzug der Zulassung

Art. 19 - § 1. Die Zulassung kann geändert, ausgesetzt oder entzogen werden, wenn

1° die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt sind, insbesondere wenn die in Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 2 genannten befugten Personen die sie betreffenden verordnungsrechtlichen Modalitäten nicht mehr einhalten oder wenn das Labor über keine befugte Person mehr verfügt oder wenn Proben an anderen als den in der Zulassung genannten Betriebsstätten analysiert werden, ohne dass die Verwaltung informiert wurde oder im Falle einer beruflichen Verfehlung, die von der Verwaltung angesichts des Status und der Verantwortung, die sich aus der erforderlichen Fachkenntnis ergibt, als schwerwiegend erachtet wird;

2° mindestens eine der in Artikel 26 Ziffer 1 bis 3, 5 bis 7, 9 bis 15, 18 und 19 genannten Regeln nicht beachtet wird;

3° das Labor den ihm auferlegten Ringprüfungen nicht genügt;

4° die vom Inhaber der Zulassung erbrachten Leistungen von der Verwaltung gemäß Artikel 20 § 1 als offensichtlich unzureichender Qualität betrachtet werden;

5° durch ein Protokoll ein Verstoß gegen das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 oder seine Ausführungserlasse festgestellt wird.

In Bezug auf Ziffer 3 werden die Ergebnisse der Ringprüfungen als offensichtlich unzureichender Qualität betrachtet, wenn der "Z-Score" für mehr als zehn Prozent der analysierten Parameter in absoluten Werten zwei übertrifft oder wenn ein oder mehrere "Z-Score" in absoluten Werten drei übertreffen.

§ 2. Hat die Verwaltung die Absicht, eine Zulassung zu ändern, auszusetzen oder zu entziehen, so setzt sie den Inhaber davon in Kenntnis, wobei:

1° sie die Gründe für die Änderung, die Aussetzung oder den Entzug angibt;

2° sie die vorgesehene Dauer der Aussetzung der Zulassung angibt.

§ 3. Mittels eines Schreibens, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, notifiziert die Verwaltung dem Labor ihre Absicht, es zu bestrafen, wobei sie die Elemente angibt, die diese Maßnahme begründen, oder sie teilt ihm mit, dass es seine Lage innerhalb einer von ihr bestimmten Frist regeln muss.

Das Labor kann binnen dreißig Tagen ab der Notifizierung durch die Verwaltung über ihre Absicht, es zu bestrafen, seine Bemerkungen gelten lassen, und, wenn es sich dies erwünscht, eine Anhörung binnen dieser Frist beantragen.

§ 4. Die Verwaltung stellt ihren Beschluss über die Änderung, die Aussetzung oder den Entzug innerhalb von sechzig Tagen ab der Notifizierung nach Paragraph 3 zu.

In besonders begründeten Fällen und wenn die Anhörung des Inhabers eine Verzögerung verursachen würde, die der öffentlichen Sicherheit schaden könnte, kann die Zulassung unverzüglich ausgesetzt werden, ohne dass eine Anhörung ihres Inhabers stattfindet.

Im Falle einer Aussetzung gibt die Verwaltung deren Dauer an.

Wird die Zulassung entzogen, so wird in dem Beschluss die Dauer (höchstens drei Jahre) angegeben, während deren der Inhaber der Zulassung keinen Zugang zu einer neuen Zulassung haben kann, wie in Artikel 47 Absatz 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 angegeben.

Art. 20 - § 1. Jeder ungünstige Bericht, der anschließend an Ringprüfungen und -versuche zur Bewertung der Fähigkeiten des Labors oder an sonstige Blindanalysen oder Analysen von Referenzproben nach Artikel 26 Ziffer 13 bis 15 vom ISSeP, welches diese Prüfungen, Versuche oder Analysen organisiert, abgegeben wird, kann als Beweis für die unzureichende Qualität der Leistungen des betreffenden Labors angesehen werden.

Das ISSeP notifiziert diesen Bericht dem Labor und der Verwaltung.

§ 2. Im Falles eines ungünstigen Berichts des ISSeP oder der Verwaltung, kann die Verwaltung das betreffende Labor informieren, und ihm mitteilen, ob sie auf dieser Grundlage die Absicht hat, die Zulassung gemäß Artikel 19 § 2 abzuändern, auszusetzen oder zu entziehen.

Abschnitt 4 — Beschwerden

Art. 21 - Dem Antragsteller oder dem Inhaber der Registrierung oder Zulassung steht es offen, gegen die in Artikel 9 § 3, 10 § 3, 17 und 19 § 4 genannten Beschlüsse eine Beschwerde bei dem Minister einzureichen. Diese Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

Art. 22 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird die Beschwerde entweder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung oder durch ein ähnliches Verfahren, durch welches der Sendung und dem Erhalt der Akte ein sicheres Datum gegeben wird, binnen zwanzig Tagen nach dem Beschluss der Verwaltung bei Letzterer eingereicht.

Die Verwaltung übermittelt dem Minister die eingereichte Beschwerde sowie einen Beschlussvorschlag binnen sieben Tagen ab dem Eingang der Beschwerde.

Art. 23 - Der Minister befindet über die Beschwerde innerhalb von neunzig Tagen ab ihrem Eingang.

Art. 24 - Der Beschluss des Ministers wird dem Betroffenen entweder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung oder durch ein ähnliches Verfahren, durch welches der Sendung und dem Erhalt der Akte ein sicheres Datum gegeben wird, zugestellt.

Wenn kein Beschluss vorliegt, gilt, dass der ursprüngliche Beschluss der Verwaltung bestätigt wird.

KAPITEL III — Verpflichtungen der Probenehmer und der Labors

Abschnitt 1 — Verpflichtungen der Probenehmer

Art. 25 - Im Rahmen der Ausübung der mit seiner Registrierung zusammenhängenden Tätigkeiten, hat der Probenehmer die folgenden Aufgaben:

1° er führt die Probenahme von Abfällen unter Einhaltung der im WKPA angeführten Regeln und Methoden durch, was die Auswahl der Entnahmemethode, die Zusammenstellung, Verpackung und Aufbewahrung der Proben bis zur Übergabe an das Laboratorium umfasst;

2° er verfasst die Probenahmeberichte. In diesem Bericht stehen mindestens folgende Angaben:

- a) Ort und Datum der Probenahmen;
- b) Angaben zur Identifizierung des registrierten Probenehmers;
- c) Angaben zur Identifizierung des Auftraggebers der Probenahme;
- d) Abfallcode und -bezeichnung nach dem Wallonischen Abfallkatalog;
- e) Abfalllagerbedingungen;
- f) Probenahme- und -zusammenstellungsmethoden in Bezug auf das WKPA;
- g) Bemerkungen des Probenehmers, u.a. hinsichtlich des Geruchs, der Farbe, der Matrix und der Textur;
- h) Fotos der Abfälle;

3° er übermittelt den Probenahmebericht dem Auftraggeber, und stellt ihn der Verwaltung zur Verfügung;

4° er nimmt gegebenenfalls aktiv an den Informations-, Nachhol- und Aus- und Weiterbildungssitzungen teil, die von der Verwaltung oder ihrem Bevollmächtigten als in Verbindung mit seinen Aufgaben anerkannt werden;

5° er übermittelt der Verwaltung auf einfache Anfrage die Liste der genauen Standorte, auf denen Untersuchungen, Berichte, Studien oder Projekte in Verbindung mit den Angelegenheiten im Rahmen des Dekrets vom 27. Juni 1996 und des vorliegenden Erlasses ausgeführt werden, zur Zeit im Gange oder geplant sind, und zwar für die im Antrag der Verwaltung angegebene Periode;

6° er teilt der Verwaltung, auf deren einfache Anfrage, jede Information mit, durch die geprüft werden kann, ob die Bedingungen und Regeln für die Registrierung nach vorliegendem Erlass eingehalten werden.

Abschnitt 2 — Verpflichtungen der Labors

Art. 26 - Im Rahmen der Ausübung der mit seiner Zulassung zusammenhängenden Tätigkeiten, hat das Labor die folgenden Aufgaben:

1° es haftet gegenüber Dritten für die Einhaltung der Bedingungen und Regeln seiner Zulassung und für die Qualität der im Rahmen der Zulassung erbrachten Leistungen;

2° es lässt die Entnahme von Abfallproben von einem Probenehmer durchführen, der gemäß den im WKPA angegebenen Regeln und Methoden handelt, und führt gemäß dem WKPA die Leistungen durch, für die es über die Zulassung verfügt;

3° es nimmt seine Aufgaben völlig unparteilich und unabhängig, unter Wahrung der gebotenen Vertraulichkeit und mit der erforderlichen Redlichkeit wahr;

4° es gibt in dem im Rahmen der Zulassung verfassten Analysebericht an, welche im WKPA bestimmten Methoden angewendet wurden;

5° es führt die im Rahmen seiner Zulassung vorgenommenen Analysen ausschließlich an den Standorten, die im Beschluss über die Gewährung der Zulassung identifiziert sind, durch;

6° es lässt die von einer nach Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 2 befugten Person verfassten Analyseberichte unterzeichnen oder gegenzeichnen;

7° es lässt die nach Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 2 befugten Personen an den Weiterbildungslehrgängen teilnehmen, die von der Verwaltung oder deren Antrag für sie veranstaltet werden, und übermittelt der Verwaltung spätestens zum 31. Januar den Beweis, dass diese Bestimmung eingehalten worden ist;

8° es informiert jährlich die Verwaltung über die Entwicklung der Tätigkeiten, die in seinem validierten Verpflichtungszeitplan nach Artikel 15 § 2 Ziffer 2 Buchstabe d angeführt sind;

9° es bewahrt das ganze Archiv betreffend die im Rahmen der Zulassung geführten Tätigkeiten während einer Dauer von fünf Jahren auf;

10° es übermittelt der Verwaltung auf einfachen Antrag das Inventar der im Rahmen des Dekrets vom 27. Juni 1996 und des vorliegenden Erlasses bereits durchgeführten oder noch laufenden Analysen betreffend die behandelten Angelegenheiten;

11° es erlaubt der Verwaltung und den von ihr beauftragten Personen, ohne Vorankündigung zu seinen Räumlichkeiten Zugang zu haben, und alle Proben, Dokumente, Dateien und Geräte im Zusammenhang mit den im Rahmen der Zulassung geführten Aktivitäten zu untersuchen;

12° es unterzieht sich der vom ISSeP organisierten Kontrolle;

13° es nimmt an den Ringprüfungen und -versuchen teil, die vom ISSeP organisiert werden, und setzt die erforderlichen Korrekturmaßnahmen binnen den von der Verwaltung bestimmten Fristen um;

14° es unterzieht sich erfolgreich den Blindanalysen, die darauf abzielen, die Ergebnisse der im Rahmen der Zulassung durchgeführten Analysen zu prüfen;

15° es unterzieht sich den vom ISSeP organisierten Kontrollen, die die Analyse von Referenzproben bezwecken;

16° es teilt der Verwaltung und dem ISSeP, auf deren einfache Anfrage, das Ergebnis jeder Prüfung mit, die im Rahmen der Zulassung oder der nicht vom ISSeP organisierten Ringversuche durchgeführt wird;

17° es teilt der Verwaltung, auf deren einfache Anfrage, alle Auskünfte mit, die es ermöglichen, die Einhaltung der Zulassungsbedingungen und -regeln zu prüfen; dies betrifft insbesondere die Nachweise betreffend die Erfüllung der Verpflichtungen nach Artikel 15 § 2 durch das Labor;

18° es übermittelt unverzüglich dem ISSeP alle Auditberichte, die im Rahmen des ISO 17025-Akkreditierungssystems oder jedes sonstigen von der Verwaltung anerkannten und zugelassenen Systems erstellt worden sind;

19° es bewahrt alle Dokumente, die als Beweis für die durchgeführten Analysen gelten können, während mindestens sechs Monaten am Standort auf, wo die Analysen durchgeführt wurden, und erlaubt jederzeit dem ISSeP und der Verwaltung den Zugang zu diesen Proben bzw. Daten, um deren Rückverfolgbarkeit und die Überprüfung der Einhaltung der Analyseverfahren zu ermöglichen.

In Bezug auf Ziffer 12 können die Kontrollen ohne Vorankündigung am Ort der Probenahme oder in den Räumlichkeiten der Labors organisiert werden.

In Bezug auf Ziffer 13 gehen die Kosten in Verbindung mit den Ringprüfungen und -versuchen zu Lasten des zugelassenen Labors.

In Bezug auf Ziffer 14 werden die Ergebnisse der Analysen als unzureichend betrachtet, entweder wenn der "Z-Score" für mehr als zehn Prozent der analysierten Parameter in absoluten Werten zwei übertrifft oder wenn ein oder mehrere "Z-Score" in absoluten Werten drei übertreffen, oder wenn ein analysierter Parameter außerhalb des Bereichs liegt, der im Analysezertifikat einer zertifizierten Referenzprobe enthalten ist.

In Bezug auf Ziffer 18 führt das Labor im Fall eines Konformitätsmangels die erforderlichen Abhilfemaßnahmen durch, und es übermittelt der Verwaltung binnen sechs Monaten ab dem Konformitätsmangel einen Bericht über das Follow-up der festgestellten Konformitätsmängel. Die Verwaltung kann einen neuen Bericht des Wissenschaftlichen Instituts öffentlichen Dienstes oder ergänzende Auskünfte anfordern.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 27 - § 1. Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge auf Zulassung eines Labors für Abfälle werden nach den Bestimmungen behandelt, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags anwendbar waren. Die gewährten Zulassungen bleiben bis zu ihrem Ablauf gültig.

§ 2. Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses kraft des Umweltgesetzbuches bereits gewährten Zulassungen von Labors für Abfälle bleiben bis zu ihrem Ablauf gültig.

§ 3. Die Erneuerung der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Zulassungen muss nach dem vorliegenden Erlass und binnen der in Artikel 15 § 4 genannten Frist erfolgen.

Art. 28 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2019 in Kraft.

Art. 29 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. April 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 1

Formular für den Antrag auf Registrierung als Probenehmer für Abfallproben

Der Antragsteller versieht die Anhänge mit einer Referenznummer und legt sie nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vor. Bei den erforderlichen Dokumenten und Bescheinigungen handelt es sich um weniger als drei Monate alte Originale. Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über das Umweltportal der Wallonie eingereicht, unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird. Eine Papierversion mit den ursprünglichen Dokumenten wird durch jegliches Mittel, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, an die Verwaltung gerichtet.

FELD I: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS**1. Identität des Antragstellers:****a) Natürliche Person**

NAME:

Vorname:

Möchte die Tätigkeit eines Probenehmers ausüben*:

0 auf eigene Rechnung

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für Belgier: Nummer der zentralen Datenbank der Unternehmen (ZDU)):

Mehrwertsteuer-Identifizierungsnummer:

0 für die nachstehende Gesellschaft:

Gesellschaftsname oder Bezeichnung (offizieller Name, wie im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen):

Rechtsform:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer):

Mehrwertsteuer-Identifizierungsnummer:

(*) Bitte ankreuzen

b) Juristische Person

Gesellschaftsname oder Bezeichnung (offizieller Name, wie im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen):

Rechtsform:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: ZDU-Nummer):

Mehrwertsteuer-Identifizierungsnummer:

2. Anschrift:

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr.: BFK:

:

E-Mail:@.....

3. Anschrift des/der vom Antrag betroffenen Betriebssitz(e)s

Land:

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr.: BFK:

:

E-Mail:@.....

4. Im Rahmen des Antrags zu kontaktierende Person (mit gründlicher Kenntnis der französischen Sprache):

NAME:.....

Vorname:.....

Funktion:.....

:

E-Mail:@.....

FELD II: ANHÄNGE

Der Antragsteller achtet darauf, die Anhänge mit einer Referenznummer zu versehen und nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vorzulegen. Die zusätzlichen Anhänge sind ebenfalls fortlaufend zu nummerieren.

Dokumente zur Identifizierung der Person, die die Zulassung beantragt (siehe Feld I, Punkt 1)

Anhang 1 Eine Kopie des Auszugs übermitteln, durch den bewiesen wird, dass der Antragsteller im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister, bzw. für die belgischen Unternehmer/Unternehmen bei der ZDU eingetragen ist

Anhang 2 Eine Liste:

- der technischen Ausrüstungen und Mittel liefern, die zur Wahrnehmung der Aufgaben erforderlich sind, für die die Zulassung beantragt wird;
- der IT-Ausrüstungen und Mittel liefern, die zur Übermittlung der Informationen an die Labors oder an die Verwaltung erforderlich sind;

Anhang 3 Lebenslauf, Diplom, Zeugnisse und Aus-/Weiterbildungszeugnis zur Bescheinigung, dass der Antragsteller über die erforderliche Sachkunde verfügt, um die vorgesehenen Probenahmen durchzuführen;

Moralische Garantien; technische und IT-Ausrüstungen und Mittel

Anhang 4

Für natürliche Personen:

Eine vom in Feld I genannten Antragsteller ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete **ehrenwörtliche Erklärung** vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- innerhalb von drei Jahren vor dem Antrag keine noch rechtskräftige Verurteilung wegen eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne des Buches I des Umweltgesetzbuches in Bezug auf Umweltverstöße oder Verstöße der gleichen Art und Schwere gegen jegliche sonstige europäische, belgische oder ausländische Umweltvorschrift erlitten hat
- im Besitz der zivilen und politischen Rechte ist;
- alle seine sozialen und steuerlichen Pflichten erfüllt hat;
- nicht Gegenstand eines nicht verfallenen, in Anwendung von Artikel 47 Absatz 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 getroffenen Beschlusses zum Verbot der Einreichung eines neuen Registrierungsantrags ist;
- über die technischen Ausrüstungen und Mittel verfügt, die zur Wahrnehmung der Aufgaben erforderlich sind, für die die Zulassung beantragt wird;
- über die IT-Ausrüstungen und -Mittel verfügt, die zur Übermittlung der Informationen an die Labors oder an die Verwaltung erforderlich sind;
- über ausreichende Kenntnisse zur Durchführung der vorgesehenen Probenahmen verfügt;
- über eine ausreichende Fähigkeit verfügt, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen;
- sich verpflichtet, an allen Aus- bzw. Weiterbildungslehrgängen teilzunehmen, die direkt vom ISSeP oder auf dessen Antrag über die in dem WKPA oder anderen technischen Dokumenten in Verbindung mit dem Dekret beschriebenen Methoden für die Probenahme, Probezusammenstellung, Verpackung und Aufbewahrung von Proben veranstaltet werden;
- alle Bedingungen der Registrierung beachtet, insbesondere die Artikel 6 und 25.

Für juristische Personen:

Eine vom in Feld I genannten Antragsteller ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete **ehrenwörtliche Erklärung** vorlegen, durch die bescheinigt wird, dass sie:

- gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines anderen Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums gegründet worden ist, und dort ihren Gesellschaftssitz oder ihren wichtigsten Betriebssitz hat, und nachweist, dass ihre Tätigkeiten einen tatsächlichen und dauerhaften Zusammenhang mit der Wirtschaft des betreffenden Landes haben;
- innerhalb von drei Jahren vor dem Antrag keine noch rechtskräftige Verurteilung wegen eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne des Buches I des Umweltgesetzbuches in Bezug auf Umweltverstöße oder Verstöße der gleichen Art und Schwere gegen jegliche sonstige europäische, belgische oder ausländische Umweltvorschrift erlitten hat
- unter ihren Verwaltern, Geschäftsführern oder Personen, die befugt sind, die Gesellschaft zu verpflichten, nur Personen zählt, die keine Verurteilung im Sinne des vorigen Absatzes erlitten haben, und die über alle ihre zivilen und politischen Rechte verfügen;
- alle ihre sozialen und steuerlichen Pflichten erfüllt hat;
- nicht Gegenstand eines nicht verfallenen, in Anwendung von Artikel 47 Absatz 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 getroffenen Beschlusses zum Verbot der Einreichung eines neuen Registrierungsantrags ist;
- über die technischen Ausrüstungen und Mittel verfügt, die zur Wahrnehmung der Aufgaben erforderlich sind, für die die Zulassung beantragt wird;
- über die IT-Ausrüstungen und -Mittel verfügt, die zur Übermittlung der Informationen an die Labors oder an die Verwaltung erforderlich sind;
- über ausreichende Kenntnisse zur Durchführung der vorgesehenen Probenahmen verfügt; und sich verpflichtet, ihre Arbeitnehmer ausreichend auszubilden, damit sie die vorgesehenen Probenahmen zweckmäßig durchführen können;
- über eine ausreichende Fähigkeit verfügt, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen;
- sich verpflichtet, die natürlichen Personen, die mit den Probenahmen beauftragt werden, an allen Aus- bzw. Weiterbildungslehrgängen teilnehmen zu lassen, die direkt vom ISSeP oder auf dessen Antrag über die in dem WKPA oder anderen technischen Dokumenten in Verbindung mit dem Dekret beschriebenen Methoden für die Probenahme, Probezusammenstellung, Verpackung und Aufbewahrung von Proben veranstaltet werden;
- alle Bedingungen der Registrierung beachtet, insbesondere die Artikel 6 und 25.

Versicherungsvertrag

Anhang 5

Kopie des Versicherungsvertrags oder eine Verpflichtung seitens des Antragstellers und der Versicherungsgesellschaft vorlegen, innerhalb des Monats der Notifizierung der Registrierung eine Berufs- und Betriebshaftpflichtversicherung abzuschließen, die die Tätigkeiten abdeckt, für die der Probenehmer registriert ist.

Einhaltung der in den Artikeln 8, 9 und 10 erwähnten RegelnAnhang 6:

Vom Antragsteller ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete Erklärung, deren Muster von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird und der zufolge der Antragsteller sich verpflichtet, sämtliche in Artikel 25 genannten Regeln einzuhalten.

Der (die) Unterzeichnete(n),....., wie im Feld I.1 identifiziert, erklär(t)(en) und bestätig(t)(en) auf Ehre, dass die in vorliegendem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Informationen vollständig und richtig sind.

....., den

Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 zur Festlegung der Bedingungen für die Registrierung der Probenehmer und die Zulassung der Analyselabors für Abfälle als Anhang beigefügt zu werden.
Namur, den 11. April 2019

Für die Regierung

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 2

Formular für den Antrag auf Zulassung als Analyselabor im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 zur Festlegung der Bedingungen für die Registrierung der Probenehmer und die Zulassung der Analyselabors für Abfälle

ANTRAGSFORMULAR FÜR DIE ZULASSUNG EINES LABORS (Artikel 11 und 15)

Das Formular und seine Anhänge werden elektronisch über das Umweltportal der Wallonie eingereicht, unter Beifügung einer elektronischen Unterschrift, die durch ein von der Verwaltung genehmigtes System übermittelt wird.

Eine Papierversion mit den ursprünglichen Dokumenten wird durch jegliches Mittel, durch das ein sicheres Datum verliehen wird, an die Verwaltung gerichtet.

Der Antragsteller versieht die Anhänge mit einer Referenznummer und legt sie nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vor. Bei den erforderlichen Dokumenten und Bescheinigungen handelt es sich um weniger als drei Monate alte Originale

FELD I: GEGENSTAND DES ANTRAGS

Kategorie der beantragten Zulassung als Labor für jeden betroffenen Betriebssitz*:

Betriebssitz 1: (Anschrift)

0 vollständige Zulassung (das Labor beabsichtigt die Durchführung aller Analysen betreffend die in Feld III angeführten Parameter)

0 Teilzulassung (das Labor beabsichtigt die Durchführung der Analysen für bestimmte in Feld III angeführte Parameter, die es genau angibt)

(*) Die beantragte Kategorie ankreuzen.

Betriebssitz 2: (Anschrift)

0 vollständige Zulassung (das Labor beabsichtigt die Durchführung aller Analysen betreffend die in Feld III angeführten Parameter)

0 Teilzulassung (das Labor beabsichtigt die Durchführung der Analysen für bestimmte in Feld III angeführte Parameter, die es genau angibt)

(*) Die beantragte Kategorie ankreuzen.

Betriebssitz 3: (Anschrift)

0 vollständige Zulassung (das Labor beabsichtigt die Durchführung aller Analysen betreffend die in Feld III angeführten Parameter)

0 Teilzulassung (das Labor beabsichtigt die Durchführung der Analysen für bestimmte in Feld III angeführte Parameter, die es genau angibt)

(*) Die beantragte Kategorie ankreuzen.

FELD II: IDENTIFIZIERUNG DES ANTRAGSTELLERS**I****1. Identität:**

Gesellschaftsname oder Bezeichnung (offizieller Name, wie im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen):.....

.....

Rechtsform:

Identifizierungsnummer im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister (für belgische Unternehmen: Identifizierungsnummer bei der zentralen Datenbank der Unternehmen (ZDU)):

Mehrwertsteuer-Identifizierungsnummer:

2. Anschrift:

Land:.....

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr.: BFK:

☐:

E-Mail:@.....

3. Anschrift des/der vom Antrag betroffenen Betriebssitz(e)s:

1

Land:.....

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr.: BFK:

☐:

E-Mail:@.....

2

Land:.....

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr.: BFK:

□:

E-Mail:@.....

3

Land:.....

Gemeinde: Postleitzahl:

Straße: Nr.: BFK:

□:

E-Mail:@.....

4. Im Rahmen der Untersuchung des Antrags zu kontaktierende Person (mit gründlicher Kenntnis der französischen Sprache):

NAME:.....

Vorname:.....

Funktion:.....

□:

E-Mail:@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:.....

5. Technisch befugter Ansprechpartner mit ausreichender Beherrschung der französischen Sprache und der technischen Modalitäten (Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 1 bis 3):

Betriebssitz 1:

NAME:

Vorname:

Funktion:

□: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

□: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

□: Fax: E-Mail:@.....

Betriebssitz 2:

NAME:

Vorname:

Funktion:

□: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

□: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

□: Fax: E-Mail:@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf:

Betriebssitz 3:

NAME:

Vorname:

Funktion:

□: Fax: E-Mail:@.....

NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

6. Namensliste der für ein Labor verantwortlichen Personen (die den Bedingungen nach Artikel 7 § 2 Ziffer 3 genügen), deren ständige Verfügbarkeit gewährleistet wird, und die über die technischen Fähigkeiten und das geeignete technische Fachwissen verfügen (Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 2 und 3):

Betriebssitz 1:
NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

Betriebssitz 2:
NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

Betriebssitz 3:
NAME:
Vorname:
Funktion:
☐: Fax: E-Mail:@.....

NAME:
Vorname:
Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

7. Identität der Personen, die den Bedingungen nach Artikel 7 § 2 Ziffer 3 genügen, und befugt sind, jeden kraft der Zulassung erstellten Bericht oder Studie zu unterzeichnen oder gegenzuzeichnen, und die Anwendung der sich aus dem WKPA ergebenden gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Vorschriften auf die von der Zulassung gedeckten Aktivitäten und die Regeln dieser Zulassung gewährleisten, insbesondere was die Messung der Qualität der erbrachten Dienstleistungen angeht (Artikel 12, Absatz 23 Ziffer 2):

Betriebssitz 1:

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

Betriebssitz 2:

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

Betriebssitz 3:

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

NAME:

Vorname:

Funktion:

: Fax: E-Mail:@.....

FELD III: ANHÄNGE

Der Antragsteller achtet darauf, die Anhänge mit einer Referenznummer zu versehen und nach den Textanweisungen des vorliegenden Formulars vorzulegen. Die zusätzlichen Anhänge sind ebenfalls fortlaufend zu nummerieren.

Parameter, für die die Zulassung (für jeden einzelnen Betriebssitz) beantragt wirdAnhang 1

Eine vom Antragsteller ordnungsgemäß ausgefüllte, auf der Webseite der Verwaltung zur Verfügung gestellte Liste "Parameter für die Zulassung des Labors". Es gilt, in dieser Liste für jeden vom Antrag betroffenen Betriebssitz (in diesem Rahmen hinterlegt der Antragsteller die Anhänge 1, 1bis, 1ter, usw.) die Parameter anzugeben, für welche die Zulassung beantragt wird.

Anhang 2Im Falle der Vergabe von Unteraufträgen:

- innerhalb dieser Liste die Parameter, für die die Vergabe von Unteraufträgen vorgesehen wird, identifizieren;
- für die Parameter in Punkt a das zugelassene Labor angeben, dem der Unterauftrag vergeben wird;
- eine Kopie der **Vereinbarung über die Vergabe eines Unterauftrags** mit Identifizierung des Betriebsstandorts und Angabe der Dauer des Unterauftrags vorlegen.

Dokumente zur Identifizierung des AntragstellersAnhang 3

Kopie der veröffentlichten Satzungen (koordinierte Fassung) oder beglaubigte Abschrift der Veröffentlichungsanfrage

Anhang 4

Kopie des Auszugs, durch den bewiesen wird, dass der Antragsteller im nationalen Handels- und Gesellschaftsregister, bzw. für die belgischen Unternehmer/Unternehmen bei der ZDU eingetragen ist.

Spezifische Dokumente für jeden Betriebssitz, für den der Antrag eingereicht wird (Organisation, Kompetenzen)Anhang 5

Ausführlicher Organisationsplan des Betriebssitzes, der für die in Artikel 12 Absatz 3 Ziffern 1 und 2 erwähnten Personen ihre Eigenschaft als Laborverantwortliche(r) und befugte Person(en) angibt, sowie ein Strukturplan zur Visualisierung der Stellung des Labors innerhalb der Gesamtstruktur

Anhang 6

Vom Antragsteller und jeder der in Artikel 12 Absatz 3 Ziffern 1 bis 2 genannten Personen (technischer Ansprechpartner, Laborverantwortlicher/e und befugte Person(en)) ordnungsgemäß ausgefüllte, datierte und unterzeichnete Tabelle "**Erfahrung-Qualifikationen**", die auf dem Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird.

Diese Tabelle umfasst insbesondere:

- die Identitätsdaten der natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird;
- die Qualifikationen dieser Personen: Diplom/Anzahl Jahre Erfahrung (in Verbindung mit der beantragten Zulassung);
- die von jeder Person abgedeckten Fachbereiche in Anbetracht der für die Ausübung der Zulassung notwendigen Kompetenzen;
- den Vertragstyp und die Anstellungsdauer.

Spezifische Angaben, die für den (die) technischen Ansprechpartner, den (die) Laborverantwortlichen, die befugte(n) Person(en) verlangt werden

Außer bei Beweis der ISO 17025-Akkreditierung (Anhang 13):

Für jede für ein Labor verantwortliche Person und jede befugte Person:

- Anhang 7 □: ein ausführlicher Lebenslauf in Verbindung mit der beantragten Zulassung, in dem die Diplome und die mindestens im Laufe von drei bis sechs Jahren vor dem Datum der Zulassung gesammelte Erfahrung aufgeführt werden;
- Anhang 8 □: Kopie des bzw. der Diplome im Zusammenhang mit der beantragten Zulassung;

Für jeden technischen Ansprechpartner, jede für ein Labor verantwortliche Person und jede befugte Person.

- Anhang 9 □: Kopie des Arbeitsvertrags, der jede dieser Personen mit dem Antragsteller der Zulassung bindet (oder ein von beiden Parteien unterzeichnetes Dokument, das eine Anstellung innerhalb der Gesellschaft in der Form eines Arbeitsvertrags im Sinne des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge bescheinigt, mit Angabe dessen Dauer).

Moralische und finanzielle GarantienAnhang 10

Eine von einer Person, die dazu ermächtigt ist, den Antragsteller zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass er/sie:

- alle seine Zahlungsverpflichtungen in Bezug auf Steuern, Abgaben und Sozialversicherungsbeiträge erfüllt hat;
- über ausreichende finanzielle Mittel verfügt, um die Maßnahmen durchzuführen, für die die Zulassung beantragt wird;
- , sowie keine für ein Labor verantwortliche Person oder befugte Person (im Sinne von Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 1 und 2), noch kein Verwalter, Geschäftsführer oder sonstige Person, die dazu ermächtigt ist, das Labor zu verpflichten, in den vorigen drei Jahren eine noch rechtskräftige Verurteilung wegen eines Verstoßes der ersten oder zweiten Kategorie im Sinne von Buch I des Umweltgesetzbuches oder eines Verstoßes der gleichen Art und Schwere gegen jegliche sonstige europäische, belgische oder ausländische Umweltvorschrift erlitten hat, und dass diese Personen über alle ihre zivilen und politischen Rechte verfügen.
- die Methoden des WKPA oder von der Verwaltung als gleichwertig betrachtete Methoden für die Parameter, für welche die Zulassung beantragt wird, anwendet, oder, wenn dies nicht der Fall, sich verpflichtet, solche Methoden nach einer von der Verwaltung zu validierenden (und beizufügenden) Planung zu entwickeln.

Anhang 11

Eine von einer Person, die dazu ermächtigt ist, den Antragsteller zu verpflichten, ordnungsgemäß datierte und unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, dass alle befugten Personen im Sinne von Artikel 12 Absatz 3 Ziffer 2 sich verpflichten, an den von der Verwaltung oder ihrem Beauftragten organisierten Weiterbildungslehrgängen teilzunehmen.

Technische und IT-Mittel - Ausrüstungen**Anhang 12:**

Die nach dem von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie bereitgestellten Muster angefertigte Auflistung der technischen und IT-Ausrüstungen und -Mittel, die dem Antragsteller zur Verfügung stehen, einschließlich ihres Standorts auf den Plänen des Labors, um die gesetzlich vorgeschriebenen Methoden und Verfahren umzusetzen und die Aufgaben, für welche die Zulassung beantragt wird, wahrzunehmen.

Qualitätsmanagementsystem**Anhang 13:**

- Kopie der Akkreditierungsbescheinigung ISO 17025 (die zumindest einen analysierten Parameter umfasst);
- Dokumente, durch die bescheinigt wird, dass ein gleichwertiges Managementsystem in Bezug auf die organisatorische und technische Qualität von Laboraktivitäten umgesetzt wird.

Audit- und technischer Untersuchungsbericht des ISSeP**Anhang 14:**

Bericht des ISSeP (wenn angefordert) (Artikel 14)

Einhaltung der in den Artikeln 43 und 44 erwähnten Regeln**Anhang 15:**

Ehrenwörtliche, von einer Person, die dazu ermächtigt ist, das Labor zu verpflichten, unterzeichnete und datierte Erklärung des Antragstellers, deren Muster von der Verwaltung über die Webseite Umweltportal der Wallonie zur Verfügung gestellt wird, und der zufolge der Antragsteller sich verpflichtet, sämtliche in Artikel 26 genannten Verpflichtungen einzuhalten bzw. deren Einhaltung aufzuerlegen.

Der (die) Unterzeichnete(n),, wie im Feld II.4 identifiziert, erklär(t)(en) und bestätig(t)(en) auf Ehre, dass die in vorliegendem Formular und dessen Anhängen enthaltenen Informationen vollständig und richtig sind.

....., den,
Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 zur Festlegung der Bedingungen für die Registrierung der Probenehmer und die Zulassung der Analyselabors für Abfälle als Anhang beigefügt zu werden.
Namur, den 11. April 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204179]

11 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de registratie van de monsternemers van afval en de voorwaarden voor de erkenning van de laboratoria voor afvalanalyse

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 40, 1° en 2°, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.147, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008;

Gelet op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, artikel 18, § 2;

Gelet op het genderrapport opgesteld op 5 november 2018 overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2018;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Leefmilieu" van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 4 februari 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 17 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;
Na beraadslaging,
Besluit:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — Begripsomschrijving

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° blinde analyse: de analyse van een anoniem monster op verzoek van de Administratie van een erkend laboratorium voor afvalanalyse, teneinde de kwaliteit ervan te beoordelen;

2° "CWEA": het "Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse" (Waalse compendium van de monsternemings- en analysemethoden) zoals bedoeld in het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

3° decreet van 27 juni 1996: het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

4° interlaboratoriumproef: de vergelijking van de resultaten van analyses van identieke monsters, uitgevoerd door verschillende laboratoria die door het "ISSEP" of op verzoek van "het ISSEP" of door een ISO 17043-geaccrediteerde instelling zijn georganiseerd, om de kwaliteit van deze resultaten te beoordelen en te bepalen welke aanpassingen moeten worden aangebracht;

5° "ISSEP": het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut) van het Waalse Gewest opgericht bij het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de service public" (ISSEP) (Openbaar wetenschappelijk instituut) in het Waalse Gewest;

6° laboratorium: het laboratorium dat overeenkomstig dit besluit om erkenning als analyselaboratorium verzoekt of heeft verkregen;

7° Minister: de Minister van Leefmilieu;

8° erkende saneringsinstelling: de erkende saneringsinstelling bedoeld in de artikelen D.343, D.344 en D.345 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

9° monsterner: de natuurlijke of rechtspersoon die overeenkomstig dit besluit de registratie als monsterner aanvraagt of heeft verkregen;

10° kwaliteitsbeheersysteem: het kwaliteitssysteem van een laboratorium dat door de Administratie is voorgeschreven of aanvaard of dat voldoet aan de ISO 17025-norm waarin de algemene regels inzake competentie en onpartijdigheid van laboratoriumactiviteiten zijn vastgelegd;

11° z-score: de relatieve waarde van een analyse van een overeenkomstig dit besluit erkend laboratorium i in vergelijking met andere resultaten die in het kader van een interlaboratoriumproef zijn geregistreerd, volgens de volgende formule:

$$\frac{Xi - \mu}{\sigma}$$

waar:

- Xi de brutowaarde van het laboratorium is;
- μ het gemiddelde is van de door alle deelnemende laboratoria ingediende resultaten;
- σ de standaardafwijking is van de door de deelnemende laboratoria ingediende resultaten die overeenkomt met:

$$\frac{\sqrt{(\sum i (Xi - \mu)^2)}}{(n - 1)}$$

- n het aantal deelnemers is.

Afdeling 2. — Monsterneming en analyse

Art. 2. Wanneer op grond van het decreet van 27 juni 1996 monsternemingen en analyses vereist zijn, wordt het nemen van de te analyseren monsters verricht door een geregistreerde monsterner en worden de analyses uitgevoerd door een erkend laboratorium.

De monsternemingen geven aanleiding tot het opmaken van een monsternemingsverslag door de monsterner waarvan de minimale inhoud in hoofdstuk 3 wordt bepaald.

De afvalanalyses geven aanleiding tot het opmaken van een analyseverslag door het laboratorium waarvan de minimale inhoud in hoofdstuk 3 wordt bepaald.

Art. 3. § 1. Het "CWEA" is van toepassing op dit besluit en specificeert de minimumregels voor de methoden voor monsterneming, bewaring, voorbehandeling en analyse van monsters, alsmede de analytische procedures om de kenmerken van de afvalstoffen te bepalen.

§ 2. Het "CWEA" bepaalt de minimumregels die door monsternemers en de laboratoria nageleefd moeten worden en die betrekking hebben op:

1° de referentiemethoden voor de uitvoering van monsternemingen en van analyses en de daarmee verband houdende handelingen die het "CWEA" indexeert;

2° de methodes die door de Administratie gelijkwaardig worden geacht op grond van objectieve criteria;

3° de type-matrixen waarop de daarin vervatte referentiemethodes van toepassing zijn.

§ 3. Het "CWEA" kan:

1° de richtsnoeren vastleggen voor de interpretatie van resultaten en interpretatietabellen opleggen;

- 2° richtsnoeren vastleggen voor de aanmaak van statistieken;
 - 3° gelijkwaardigheidscriteria vastleggen tussen de methodes van het "CWEA" en de alternatieve methodes voorgesteld door monsternemers of laboratoria;
 - 4° het gebruik van monsternemings- en analyseformulieren, en gegevensinvoer, verslagen of spreadsheets die in het kader van de uitvoering van het decreet van 27 juni 1996 moeten worden verstrekt, moduleren;
 - 5° specifieke toepassingsgebieden vaststellen voor onderzoeksmethodes en -toestellen;
 - 6° de minimuminhoud van het monsternemingsverslag en van het analyseverslag bedoeld in artikel 2 aanvullen.
- § 4. Voortdurende opleidingssessies worden door de Administratie of, op zijn verzoek, door het ISSeP aan monsternemers en laboratoria verstrekt.

HOOFDSTUK II. — Registratie- en erkenningsaanvragen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 4. De natuurlijke of rechtspersoon die tot monsternemingen van afval met het oog op de analyse van dit afval overgaat, wordt geregistreerd als monsternemer overeenkomstig het bepaalde in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

Art. 5. De rechtspersoon die in het kader van dit besluit afvalanalyses uitvoert, wordt erkend als laboratorium overeenkomstig de bepalingen van afdeling 3 van dit hoofdstuk.

Art. 6. De monsternemer of het laboratorium mag geen opdrachten in uitvoering van het decreet van 27 juni 1996 of van het Milieuwetboek uitvoeren indien:

- 1° hij zelf of een persoon die een directie- of beheersfunctie uit zijn midden of voor zijn rekening uitoefent, is verbonden in rechte lijn tot en met de derde graad of in een zekerheidslijn tot en met de vierde graad met de opdrachtgever;
- 2° hijzelf, of een persoon die voor zijn rekening een directie- of beheersfunctie uitoefent, persoonlijk of via een tussenpersoon, aandeelhouder, meerderheidsaandeelhouder of actieve vennoot is van de opdrachtgever;
- 3° hijzelf, of een persoon die voor zijn rekening een directie- of beheersfunctie uitoefent, in rechte lijn of feitelijk, persoonlijk of via een tussenpersoon, een directie- of beheersfunctie uitoefent bij genoemde opdrachtgever;
- 4° deze activiteiten, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk onder welke vorm ook, worden gecontroleerd of beheerd door de opdrachtgever.

Wat punt 4 betreft, is deze bepaling in afwijking daarvan niet van toepassing op de erkende saneringsinstellingen.

Afdeling 2. — Registratie als monsternemer

Onderafdeling 1. — Voorwaarden

Art. 7. § 1. Als het gaat om een natuurlijke persoon, moet de aanvrager van een registratie aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese economische ruimte;
- 2° niet het voorwerp zijn geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van eerste of tweede categorie in de zin van het decreet van 5 juni 2008 betreffende de milieuovertredingen of voor iedere andere overtreding van dezelfde aard en betekenis van iedere andere Europese, Belgische of buitenlandse milieuwetgeving;
- 3° al zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° aan al zijn sociale en fiscale verplichtingen hebben voldaan;
- 5° het recht op toegang tot een nieuwe registratie overeenkomstig artikel 10 niet hebben verloren.

§ 2. Als het gaat om een rechtspersoon, moet de aanvrager van een registratie aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° overeenkomstig de Belgische wetgeving of de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese economische ruimte zijn opgericht en er zijn bedrijfszetel of hoofdbedrijfszetel hebben en een activiteit aantonen die een daadwerkelijke en duurzame band heeft met de economie van het betrokken land;
- 2° niet het voorwerp zijn geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie;
- 3° onder zijn bestuurders, zaakvoerders of personen met de bevoegdheid om de vennootschap te verbinden, alleen personen opnemen die niet veroordeeld zijn tot het ontnemen van hun burger- en politieke rechten, die nog steeds van kracht zijn;
- 4° in orde zijn met zijn sociale en fiscale verplichtingen;
- 5° over voldoende financiële waarborgen beschikken;
- 6° bekwaam zijn om teksten in het Frans of in het Duits op te stellen;
- 7° over minstens één technische contactpersoon beschikken belast met het waarborgen van de contacten met de Administratie en haar vertegenwoordigers, waarbij de bij de erkenning vereiste technische kennis wordt aangetoond, met een beheersing van het Frans;
- 8° het recht op toegang tot een nieuwe erkenning of registratie overeenkomstig de artikelen of 19 niet hebben verloren.

Art. 8. De natuurlijke of rechtspersoon die een aanvraag van registratie als monsternemer indient:

- 1° beschikt over het materieel en de technische middelen die nodig zijn voor zijn opdrachten;
- 2° beschikt over het materieel en de informaticamiddelen die nodig zijn om de gegevens aan de laboratoria of de Administratie te verstrekken;
- 3° is bekwaam om teksten in het Frans of in het Duits op te stellen;
- 4° verbindt zich ertoe om deel te nemen of om, in het geval van een rechtspersoon, de met de monsterneming belaste natuurlijke personen te betrekken bij alle opleidingsmodules die rechtstreeks door het "ISSeP" of op zijn verzoek worden georganiseerd over de methoden voor het afnemen, bemonsteren, verpakken en opslaan van monsters zoals beschreven in het "CWEA" of andere technische documenten die betrekking hebben op het decreet van 27 juni 1996;
- 5° beschikt over een verzekering die de beroepsaansprakelijkheid dekt tot een toereikend bedrag voor alle activiteiten die door de registratie worden gedekt.

Onderafdeling 2. — Registratieprocedure

Art. 9. § 1. De aanvrager van een registratie als monsternemer vult het formulier betreffende de registratie vermeld in bijlage 1 in dat door de Administratie op het Webportaal Leefmilieu van de website van Wallonië ter beschikking wordt gesteld.

Het formulier en bijlagen daarbij worden elektronisch ingediend en zijn voorzien van een door de Administratie aanvaarde digitale handtekening.

Een papieren versie met de originele documenten wordt aan de Administratie toegezonden door elk middel waarbij een bepaalde datum wordt verleend.

§ 2. De aanvraag voor het verkrijgen van een registratie als monsternemer omvat de volgende documenten:

1° een attest op erewoord dat:

a) de aanvrager niet het voorwerp is geweest van een veroordeling bedoeld in artikel 7, § 1, 2°, en § 2, 2° en 3°;

b) hij over alle burgerlijke en politieke rechten beschikt;

c) hij niet het voorwerp uitmaakt van een niet-verstreken beslissing, genomen krachtens artikel 47, derde lid, van het decreet van 27 juni 1996, die de indiening van een nieuwe registratieaanvraag verbiedt;

2° een verbintenis om te beschikken over het nodige materieel en de nodige technische middelen voor de uitvoering van de opdrachten waarvoor de registratie wordt aangevraagd;

3° een verbintenis om over de nodige informaticamiddelen te beschikken om de gegevens aan de laboratoria of de Administratie te verstrekken;

4° een verklaring op erewoord dat hij over voldoende schrijfvaardigheid in het Frans beschikt;

5° een verbintenis om deel te nemen aan alle opleidingsmodules georganiseerd door het ISSeP over de methoden van staalafname, bemonstering, verpakking en bewaring van monsters beschreven in de referentierichtsnoeren over afvalstoffen en het "CWEA" of andere technische documenten die verband houden met het decreet van 27 juni 1996;

6° een in artikel 8, 5°, bedoelde verzekeringsdekking;

7° een verklaring waaruit blijkt dat de monsternemer alle verplichtingen met betrekking tot de artikelen 6 en 25 van dit besluit zal naleven.

Met betrekking tot 6° zendt de aanvrager, indien hij op het ogenblik van de indiening van de aanvraag geen verzekeringsdekking heeft, binnen een maand na de kennisgeving van zijn registratie een naar behoren ondertekend afschrift van het verzekeringscontract aan de Administratie. De zending wordt volgens de in paragraaf 1 bedoelde modaliteiten verricht. Wordt er geen verzekeringscontract afgesloten binnen de termijn, dan wordt de registratie van rechtswege opgeschort. De registratie wordt pas van kracht vanaf de dag na de zending van het afschrift van het behoorlijk ondertekend verzekeringscontract. De monsternemingen mogen niet verricht worden zolang de aanvrager geen verzekeringsdekking heeft.

§ 3. Binnen 30 dagen na ontvangst van het formulier en de bijlagen ervan controleert de Administratie de volledigheid van de aanvraag en stelt zij de aanvrager zo nodig in kennis van eventuele ontbrekende elementen.

Wanneer het dossier volledig is, verklaart de Administratie de aanvraag ontvankelijk, registreert zij deze en stelt zij de aanvrager binnen 30 dagen na ontvangst van de volledige aanvraag in kennis van haar beslissing.

De lijst van de geregistreerde monsternemers wordt op het Webportaal Leefmilieu van Wallonië bijgewerkt.

Onderafdeling 3. — Schorsing en intrekking van de registratie

Art. 10. § 1. De registratie kan door de Administratie worden geschorst of ingetrokken indien:

1° niet langer aan de voorwaarden voor registratie wordt voldaan en met name wanneer een van de in de artikelen 6 en 25 genoemde regels niet wordt nageleefd;

2° de Administratie oordeelt dat de kwaliteit van de prestaties van de houder van de registratie kennelijk onvoldoende zijn;

3° een inbreuk op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, het decreet van 27 juni 1996 of de uitvoeringsbesluiten daarvan in een proces-verbaal wordt vastgesteld;

4° de monsternemer de in het "CWEA" bedoelde modaliteiten niet volgt.

§ 2. De Administratie stelt de monsternemer per brief met een bepaalde datum in kennis van haar voornemen om hem een sanctie op te leggen, met vermelding van de elementen die deze sanctie rechtvaardigen.

De monsternemer kan zijn bemerkingen schriftelijk indienen binnen 30 dagen na de kennisgeving van de Administratie van haar voornemen om hem te straffen en, indien hij dat wenst, zijn verzoek om te worden gehoord.

§ 3. De Administratie geeft kennis van haar beslissing tot schorsing of intrekking binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de kennisgeving overeenkomstig paragraaf 1.

In speciaal gemotiveerde gevallen van spoedeisendheid, en voor zover het houden van een hoorzitting van de houder een bedreigende vertraging voor de openbare veiligheid zou kunnen veroorzaken, kan de registratie onmiddellijk geschorst worden, zonder dat de houder ervan wordt gehoord.

In geval van schorsing bepaalt de Administratie de duur ervan. Ze mag niet langer dan drie maanden duren.

In geval van intrekking kan geen enkele registratieaanvraag worden ingediend binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de intrekking.

Afdeling 3. — Erkenning als laboratorium

Onderafdeling 1. — Categorieën erkenningen

Art. 11. § 1. De door een laboratorium aangevraagde erkenning is:

1° volledig indien het laboratorium voornemens is alle analyses uit te voeren met betrekking tot de parameters die zijn vermeld in vak III van het aanvraagformulier in bijlage 2 bij dit besluit.

2° gedeeltelijk indien het laboratorium voornemens is de analyses uit te voeren met betrekking tot sommige parameters die zijn vermeld in vak III van het aanvraagformulier in bijlage 2 bij dit besluit; in zijn aanvraag bepaalt het laboratorium welke parameter geanalyseerd worden.

§ 2. Het gebruik van onderaanneming door andere erkende laboratoria is toegestaan.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden

Art. 12. De erkenning als laboratorium kan allen aan een rechtspersoon verleend worden.

De aanvrager van de erkenning moet voldoen aan de in artikel 7, § 2, bedoelde voorwaarden.

Bovendien moet de aanvrager van de erkenning als laboratorium:

1° over één of meerdere laboratoriumverantwoordelijken beschikken, die voldoen aan de voorwaarden van artikel 7, § 2, 3°, en van wie de permanente beschikbaarheid aan de hand van een overeenkomst met het laboratorium kan worden gewaarborgd en die over de nodige capaciteiten en technische deskundigheid beschikken;

2° per maatschappelijke zetel waarop de erkenning betrekking heeft, over ten minste één persoon beschikken die voldoet aan de voorwaarden van artikel 7, § 2, 3°, die gemachtigd is om elk verslag of elke studie, opgesteld overeenkomstig het decreet van 27 juni 1996 en dit besluit, te ondertekenen of mede te ondertekenen, en die de toepassing kan waarborgen van de wettelijke en reglementaire bepalingen die voortvloeien uit het "CWEA" op de activiteiten waarop de vergunning betrekking heeft en de regels ervan, in het bijzonder de kwaliteit van de geleverde diensten;

3° over het materieel en de technische, informaticamiddelen en menselijke inzet beschikken die nodig zijn om de methodes en procedures bepaald in het "CWEA" uit te voeren en de opdrachten na te komen waarvoor de erkenning is vereist;

4° een erkend kwaliteitsbeheerssysteem uitvoeren, ofwel onder het accreditatiesysteem ISO 17025 waarbij minstens één geanalyseerde parameter betrokken is of ieder ander kwaliteitsbeheerssysteem inzake organisatie en techniek van laboratoriumactiviteiten, opgelegd of aanvaard door de Administratie;

5° de methode van het "CWEA" of door de Administratie gelijkwaardig geachte methoden toe te passen voor de parameters waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

6° zich ertoe verbinden om, bij niet-naleving van 5°, op lange termijn de methoden van het "CWEA" of gelijkwaardig geachte methoden toe te passen voor alle parameters die overeenstemmen met de gevraagde erkenning binnen een bepaalde termijn van ten hoogste twee jaar na het verkrijgen van de erkenning, volgens een door de Administratie gevalideerd verplichtingstijdschema.

De functies bedoeld in het derde lid, 3° tot en met 6°, kunnen, gezien de omvang van de voorgenomen activiteit, alleen of samen, door één of meerdere personen worden uitgeoefend.

Het kwaliteitsbeheerssysteem vereist het materieel en de technische, informaticamiddelen en menselijke inzet die nodig zijn om de methodes en procedures bepaald in het "CWEA" uit te voeren en de opdrachten na te komen waarvoor de erkenning is vereist.

Onderafdeling 3. — Erkenningsprocedure

Art. 13. Geen enkele erkenningsaanvraag is ontvankelijk indien zij niet binnen zes maanden na de indiening ervan is voorafgegaan door de succesvolle deelname van het betrokken laboratorium aan een interlaboratoriumproef die rechtstreeks of op verzoek van de Administratie door het "ISSeP" is georganiseerd.

Art. 14. § 1. De Administratie kan, voorafgaand aan het onderzoek van een aanvraag voor een erkenning als laboratorium, het "ISSeP" in kennis stellen, met een afschrift aan de aanvrager, van een verzoek om een technisch onderzoek en een audit, vergezeld van het aanvraagformulier voor de erkenning, zoals opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit, zoals ingevuld door de aanvrager. De kosten van dit onderzoek zijn ten laste van het laboratorium dat daarom verzoekt.

Tenzij het "ISSeP" om andere technische elementen verzoekt die nuttig zijn voor de uitvoering van het technisch onderzoek en van de audit, stelt het "ISSeP" de aanvrager voor de uitvoering van de technische keuring en audit twee data voor binnen 30 dagen na ontvangst van de kennisgeving van de in lid 1 bedoelde aanvraag.

Het technisch onderzoek en de audit die door het "ISSeP" worden uitgevoerd, hebben betrekking op:

1° de organisatie van het laboratorium;

2° de verificatie van de technische capaciteit van de installaties en uitrustingen;

3° de procedures en hun praktische toepassing;

4° de menselijke middelen;

5° de kwalificaties waarover het beschikt met inbegrip van de uitvoering van analyseanalyses op testmonsters;

6° het horen van de personen die over de middelen beschikken om de aandacht te vestigen op elementen die het verlenen van de goedkeuring of de uitvoering ervan kunnen belemmeren.

§ 2. De in § 1 bedoelde termijnen worden opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

Art. 15. § 1. De aanvrager van een erkenning als laboratorium voor afvalanalyse vult het in bijlage 2 vermelde formulier in dat door de Administratie op het leefmilieuportaal van Wallonië ter beschikking wordt gesteld en specificeert de categorie van de erkenning die hij wenst te verkrijgen en de parameters waarvoor deze wordt aangevraagd.

Indien de aanvrager de erkenning voor meerdere bedrijfszetels aanvraagt, vermeldt hij voor elke bedrijfszetel de categorie ervan en, indien deze gedeeltelijk is, de lijst van parameters waarvoor hij de erkenning aanvraagt.

Het formulier en bijlagen daarbij worden, voorzien van een digitale handtekening, op de site van de Administratie elektronisch ingediend.

Een papieren versie met de originele documenten wordt aan de Administratie toegezonden door elk middel waarbij een bepaalde datum wordt verleend.

Wanneer de erkenningsaanvraag betrekking heeft op meerdere bedrijfszetels, levert de aanvrager het bewijs dat elke bedrijfszetel aan de voorwaarden voor de erkenning overeenkomstig paragraaf 2 voldoet.

§ 2. De aanvrager van een erkenning als laboratorium voor afvalanalyse voegt de volgende bijlagen bij zijn aanvraag:

1° een afschrift van zijn gecoördineerde statuten;

2° een attest op erewoord dat de aanvrager:

a) aan al zijn betalingsverplichtingen met betrekking tot belastingen, rechten en socialezekerheidsbijdragen voldoet;

b) over voldoende financiële middelen beschikt om de maatregelen uit te voeren waarvoor de erkenning aangevraagd wordt;

c) onder de verantwoordelijken voor de laboratoria of de in artikel 12, derde lid, 2°, bedoelde gemachtigde personen, onder zijn bestuurders, zaakvoerders of iedere andere persoon met de bevoegdheid om het laboratorium te verbinden, geen personen telt die veroordeeld zijn op grond van artikel 7, § 2, 2°, of die niet al hun burgerlijke en politieke rechten hebben;

d) de methode van het "CWEA" of door de Administratie gelijkwaardig geachte methoden toepast voor de parameters waarvoor de erkenning wordt aangevraagd en, in voorkomend geval, dat hij zich ertoe verplicht dergelijke methoden te ontwikkelen volgens een door de Administratie te valideren tijdschema;

3° een lijst van de technische en computermiddelen en uitrustingen waarover hij beschikt, alsmede plannen met vermelding van de locaties van deze technische middelen, voor elke goedgekeurde exploitatiesite;

4° een lijst met de identiteit van de personen die verantwoordelijk zijn voor de laboratoria en de gemachtigde personen bedoeld in artikel 12, derde lid, 1° en 2°;

5° een afschrift van het door de in artikel 12, lid 3, 1°, bedoelde verantwoordelijken voor de laboratoria behaalde diploma's van wetenschappelijke aard en van universitair of gelijkwaardig niveau, of enig ander document waaruit blijkt dat zij gelijkwaardige beroepservaring van ten minste drie jaar hebben opgedaan tijdens de zes jaar die voorafgaan aan de aanvraag op de gebieden waarvoor erkenning wordt aangevraagd, alsmede hun curriculum vitae;

6° een afschrift van het door de in artikel 12, lid 3, 2°, bedoelde gemachtigde personen behaalde diploma's van wetenschappelijke aard en van universitair of gelijkwaardig niveau, of enig ander document waaruit blijkt dat zij gelijkwaardige beroepservaring van ten minste drie jaar hebben opgedaan tijdens de zes jaar die voorafgaan aan de aanvraag op de gebieden waarvoor erkenning wordt aangevraagd, alsmede hun curriculum vitae;

7° een afschrift van de overeenkomsten die hij gesloten heeft met de personen bedoeld in artikel 12, 3°, 1° tot 3°;

8° een overzichtstabel die de identiteit en het nuttige diploma of de nuttige beroepservaring weergeeft, alsook de duur van de contractuele verbintenis van elk van de personen die zijn aangewezen voor de functies bedoeld in artikel 12, lid 3, 1° tot 3°;

9° een organisatieschema waarin voor de in artikel 12, lid 3, 1° en 2°, bedoelde personen hun hoedanigheid als verantwoordelijke voor een laboratorium, verantwoordelijke voor kwaliteitsbeheer of gemachtigde persoon wordt bepaald;

10° de verbintenis van de gemachtigde personen bedoeld in artikel 12, lid 3, 2°, om de modules voor permanente vorming te volgen die door de Administratie, haar mandataris of het "ISSeP" worden georganiseerd;

11° de illustratieve lijst van reeds uitgevoerde opdrachten op de gebieden die onder de gevraagde erkenning vallen;

12° de volledige lijst van de analytische parameters waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

13° een afschrift van een ISO 17025-accreditatiecertificaat of een bewijs van een gelijkwaardig kwaliteitssysteem dat door de Administratie of het "ISSeP" is gecertificeerd;

14° een afschrift van de eventuele onderaannemingsovereenkomsten, met vermelding van de betrokken laboratoria voor de duur van de gevraagde erkenning.

§ 3. In geval van ISO 17025-accreditatie zijn de in paragraaf 2, 5° tot en met 7°, vereiste documenten slechts vereist voor de gemachtigde personen bedoeld in artikel 12, derde lid, 2°.

§ 4. In het geval van een verlenging van de erkenning wordt de aanvraag aan de Administratie meegedeeld uiterlijk binnen zes maanden voor de vervaldatum van de lopende erkenning.

Onderafdeling 4. — Beslissing

Art. 16. § 1. De Administratie stuurt haar beslissing in verband met het volledige en ontvankelijke karakter van de erkenningsaanvraag naar de aanvrager binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de datum waarop ze deze aanvraag in ontvangst neemt.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de Administratie de aanvrager op de ontbrekende stukken.

De aanvrager beschikt vervolgens over dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de zending, om de aanvullende stukken bij aangetekend schrijven of via verzending die vaste datum verleent, aan de Administratie te sturen.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvullende stukken stuurt de Administratie haar beslissing waarbij de aanvraag al dan niet volledig en ontvankelijk bevonden is, naar de aanvrager.

Als de Administratie een tweede keer de aanvraag onvolledig acht, verklaart ze die onontvankelijk.

§ 2. Indien de aanvraag onontvankelijk is, wijst de Administratie de aanvrager, onder de voorwaarden en binnen de termijnen bedoeld in paragraaf 1 op de motieven van de onontvankelijkheid.

Art. 17. De Administratie deelt haar beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning aan de aanvrager mee binnen zestig dagen na ontvangst van de volledige en ontvankelijke aanvraag.

Art. 18. De duur van de erkenning wordt tot vijf jaar beperkt; die duur is verlengbaar.

De erkenning bevat een nummer dat voorkomt op elk document dat de houder ervan aan de Administratie richt.

Onderafdeling 5. — Wijziging, opschorting en intrekking van de erkenning

Art. 19. § 1. De erkenning kan gewijzigd, opgeschort of ingetrokken worden indien:

1° de erkenningsvoorwaarden niet meer zijn vervuld en met name wanneer de bevoegde personen bedoeld in artikel 12, derde lid, 2°, niet langer voldoen aan de hen betreffende reglementaire procedures of wanneer het laboratorium niet langer over gemachtigde personen beschikt of wanneer monsters worden geanalyseerd op andere exploitatieplaatsen dan die welke in de erkenning zijn vermeld, zonder dat de Administratie daarvan in kennis is gesteld of wanneer er sprake is van een beroepsfout die door de Administratie ernstig wordt geacht wegens het statuut en de aansprakelijkheid die het gevolg zijn van het vereiste niveau van deskundigheid;

2° minstens één van de regels bedoeld in artikel 26, 1° tot 3°, 5°, 7°, 9° à 15°, 18° en 19° niet nageleefd wordt;

3° het laboratorium de opgelegde interlaboratoriumanalyses niet uitvoert of niet naleeft;

4° de Administratie oordeelt dat de kwaliteit van de prestaties van de houder van de erkenning kennelijk onvoldoende zijn overeenkomstig artikel 20, § 1;

5° een inbreuk op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, het decreet van 27 juni 1996 of de uitvoeringsbesluiten daarvan in een proces-verbaal wordt vastgesteld.

Wat punt 3° betreft, kunnen de resultaten van de interlaboratoriumanalyses als duidelijk onvoldoende worden beschouwd als de "z-score" van meer dan tien procent van de geanalyseerde parameters in absolute waarde hoger is dan twee of als een of meerdere "z-scores" in absolute waarde hoger zijn dan drie.

§ 2. Indien de Administratie voornemens is, een erkenning te wijzigen, op te schorten of in te trekken, brengt ze de houder op de hoogte door:

1° de redenen voor de wijziging, opschorting of intrekking te vermelden;

2° de overwogen duur van de opschorting van de erkenning te vermelden.

§ 3. De Administratie stelt het laboratorium per brief met een bepaalde datum in kennis van haar voornemen om bedoeld laboratorium een sanctie op te leggen waarbij ze de elementen bepaalt die deze sanctie rechtvaardigen, of ze deelt het laboratorium mede dat het de situatie binnen een door haar bepaalde termijn moet regulariseren.

Het laboratorium kan zijn bemerkingen schriftelijk indienen binnen 30 dagen na de kennisgeving door de Administratie van haar voornemen om sancties op te leggen, en kan, indien het dat wenst, verzoeken om te worden gehoord.

§ 3. De Administratie geeft kennis van haar beslissing tot wijziging, schorsing of intrekking binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de kennisgeving overeenkomstig paragraaf 3.

In speciaal gemotiveerde gevallen van spoedeisendheid, en voor zover het houden van een hoorzitting van de houder een bedreigende vertraging voor de openbare veiligheid zou kunnen veroorzaken, kan de erkenning onmiddellijk geschorst worden, zonder dat de houder ervan wordt gehoord.

In geval van schorsing bepaalt de Administratie de duur ervan.

In geval van intrekking van de erkenning wordt in de beslissing de periode van maximaal drie jaar vastgesteld gedurende welke de houder van de erkenning geen nieuwe erkenning mag verkrijgen, zoals bepaald in artikel 47, lid 3, van het decreet van 27 juni 1996.

Art. 20. § 1. Elk ongunstig verslag dat door het "ISSeP" wordt opgesteld naar aanleiding van testen en interlaboratoriumproeven of andere blinde analyses of analyses van referentiemonsters bedoeld in artikel 26, 13° tot 15°, die het "ISSeP" organiseert, kan worden beschouwd als bewijs van onvoldoende kwaliteit van de dienstverlening ten aanzien van het betrokken laboratorium.

Dat verslag wordt door het "ISSeP" aan het laboratorium en aan de Administratie meegedeeld.

§ 2. In geval van een ongunstig verslag van het "ISSeP" of van de Administratie kan de Administratie het betrokken laboratorium daarvan in kennis stellen en aangeven of zij op grond daarvan voornemens is de erkenning overeenkomstig artikel 19, § 2, te wijzigen, op te schorten of in te trekken.

Afdeling 4. — Beroepen

Art. 21. Tegen de beslissingen, bedoeld in de artikelen 9, § 3, 10, § 3, 10, § 3, 10, § 3, 10, § 3, 17 en 19, § 4, kan de aanvrager of de houder van de registratie of erkenning een beroep bij de Minister instellen.

Art. 22. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het beroep hetzij bij aangetekende brief met ontvangstbewijs, hetzij via elke gelijksoortige wijze die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt, bij de Administratie worden ingesteld binnen twintig dagen na haar beslissing.

De Administratie richt het ingediende beroep aan de Minister, samen met een ontwerp-beslissing, binnen een termijn van zeventig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep.

Art. 23. Binnen de negentig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep beslist de Minister over het beroep.

Art. 24. De beslissing van de Minister wordt aan de betrokkene betekend, hetzij bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt.

Bij gebrek aan beslissing wordt de oorspronkelijke beslissing van de Administratie geacht te zijn bevestigd.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de monsternemers en van de laboratoria*

Afdeling 1. — Verplichtingen van de monsternemers

Art. 25. In de uitoefening van de activiteiten gebonden aan zijn registratie vervult de monsternemer de volgende taken:

1° hij gaat tot de monsternemingen van afval over met inbegrip van de keuze van de monsternemingsmethode, de verpakking en de bewaring van de monsters totdat ze aan het laboratorium overhandigd worden, met inachtneming van de regels en methodes vermeld in het "CWEA";

2° hij maakt de monsternemingsverslagen op. Dat verslag bevat op zijn minst de volgende gegevens:

- a) de plaats en de datum van de monsternemingen;
- b) de gegevens waarmee de geregistreerde monsternemer geïdentificeerd kan worden;
- c) de gegevens waarbij de opdrachtgever van de monsterneming kan worden geïdentificeerd;
- d) de code en de aanduiding van het afval ten opzichte van de Waalse afvalcatalogus;
- e) de voorwaarden voor de opslag van het afval;
- f) de ten opzichte van het "CWEA" gebruikte monsternemingsmethodes;
- g) de waarnemingen van de monsternemer, zoals die met betrekking tot geur, kleur, matrix en textuur;
- h) foto's van de afvalstoffen;

3° hij maakt het monsternemingsverslag aan de opdrachtgever over en stelt het ter beschikking van de Administratie;

4° hij neemt, in voorkomend geval, actief deel aan informatiesessies, upgrades en opleidingen die door de Administratie of haar mandataris als opdrachtgerelateerd erkend worden;

5° hij legt de Administratie op gewoon verzoek de lijst van de precieze plaatsen over, waarvoor onderzoeken, verslagen of projecten die vallen onder de in het kader van het decreet van 27 juni 1996 en van dit besluit beheerde aangelegenheden, worden uitgevoerd, in uitvoering zijn of overwogen worden voor de periode die de Administratie opgeeft;

6° hij deelt de Administratie, op gewoon verzoek, iedere inlichting mee aan de hand waarvan de inachtneming van de registratievoorwaarden en -regels bepaald in dit besluit kan worden nagegaan.

Afdeling 2. — Verplichtingen van de laboratoria

Art. 26. In de uitoefening van de activiteiten gebonden aan zijn erkenning vervult het laboratorium de volgende taken:

1° het laboratorium is ten opzichte van derden verantwoordelijk voor de inachtneming van de voorwaarden en regels van zijn erkenning en van de kwaliteit van de prestaties, verstrekt in het kader van de erkenning;

2° het laat de monsternemingen van afval verrichten door een monsternemer die handelt volgens de regels en methodes vermeld in het Waals compendium en voert de prestaties waarvoor het erkend is, overeenkomstig het "CWEA" uit;

3° het voert zijn opdrachten in alle onpartijdigheid en onafhankelijkheid uit, met respect voor het vertrouwelijk karakter en de vereiste eerlijkheid;

4° het bepaalt de in het "CWEA" vastgestelde methodes in het analyseverslag opgemaakt in het kader van de erkenning;

5° het voert de analyses verricht in het kader van zijn erkenning uitsluitend op de in de beslissing tot toekenning van de erkenning opgenomen de bedrijfszetels uit;

6° het laat de analyserapporten door een bevoegde persoon ondertekenen of medeondertekenen overeenkomstig artikel 12, derde lid, 2°;

7° het laat de in artikel 12, derde lid, 2°, gemachtigde personen deelnemen aan de voortgezette opleiding die hun door de Administratie of op haar verzoek wordt gegeven, en deelt de Administratie jaarlijks uiterlijk op 31 januari het bewijs mee dat aan deze bepaling is voldaan;

8° het licht de Administratie jaarlijks in over de evolutie van de acties opgenomen in het gevalideerde verplichtingstijdschema bedoeld in artikel 15, § 2, 2°, d);

9° het bewaart alle archieven m.b.t. de activiteiten die in het kader van de erkenning gedurende vijf jaar worden uitgevoerd;

10° het legt op gewoon verzoek de inventaris van de uitgevoerde of aan de gang zijnde analyses die vallen onder de aangelegenheden die in het kader van het decreet van 27 maart 1996 of van dit besluit worden beheerd, aan de Administratie over;

11° het verleent de Administratie en de personen die door haar gemachtigd worden, zonder voorafgaande kennisgeving toegang tot al zijn lokalen en maakt ze het mogelijk om alle monsters, documenten, dossiers en apparatuur met betrekking tot de in het kader van de erkenning verrichte activiteiten te raadplegen;

12° het onderwerpt zich aan de door het "ISSeP" georganiseerde controle;

13° het neemt deel aan de door het "ISSeP" georganiseerde proficiency tests en ringtests en voert de vereiste corrigerende maatregelen uit binnen de door de Administratie vastgestelde termijnen;

14° het onderwerpt zich op voldoende wijze aan de blinde analyses om de resultaten van de in het kader van de erkenning uitgevoerde tests te verifiëren;

15° het ondergaat de door het "ISSeP" georganiseerde controles met het oog op de analyse van referentiemonsters;

16° het deelt de Administratie en het "ISSeP" op gewoon verzoek de resultaten mee van alle proeven die in het kader van de erkenning of proficiency tests en ringtests zijn uitgevoerd en die niet door het "ISSeP" worden georganiseerd;

17° het verstrekt de Administratie op gewoon verzoek alle informatie die haar in staat stelt na te gaan of aan de voorwaarden en regels van de erkenning wordt voldaan, met name bewijsstukken waaruit blijkt dat het laboratorium voldoet aan de in artikel 15, § 2 bedoelde verplichtingen;

18° het doet het "ISSeP" onverwijld ieder auditverslag toekomen dat is afgegeven in het kader van het ISO 17025-accreditatiesysteem of een ander door de Administratie erkend en aanvaard systeem;

19° het bewaart alle elementen die kunnen dienen als bewijs van de analyses die gedurende ten minste zes maanden zijn uitgevoerd op de plaats waar de analyse is uitgevoerd, en verleent het "ISSeP" en de Administratie te allen tijde toegang tot deze monsters of gegevens, teneinde de traceerbaarheid ervan en de controle op de naleving van de analyseprocedures mogelijk te maken.

Wat punt 12° betreft, kunnen de controles op de plaats, waar het monster is afgenomen of in de lokalen van de laboratoria zonder voorafgaande verwittiging georganiseerd worden.

Wat punt 13° betreft, zijn de kosten gebonden aan de proficiency tests en ringtests ten laste van het erkende laboratorium.

Wat punt 14° betreft, kunnen de resultaten van de analyses als onvoldoende worden beschouwd als de "z-score" van meer dan tien procent van de geanalyseerde parameters in absolute waarde hoger is dan twee of als een of meerdere "z-scores" in absolute waarde hoger zijn dan drie, of wanneer een geanalyseerde parameter buiten het analysecertificaat van een gecertificeerd referentiemonster valt.

Wat punt 18° betreft, moet het laboratorium in geval van niet-conformiteit de vereiste corrigerende maatregelen treffen en binnen zes maanden na de niet-naleving een verslag over de follow-up van de vastgestelde gebreken aan conformiteit aan de Administratie zenden. De Administratie kan eisen, dat het "ISSeP" een nieuw verslag opstelt, of aanvullende gegevens opvragen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 27. § 1. De aanvragen voor de erkenning als laboratorium voor afvalstoffen die voor de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, worden behandeld volgens de op het moment van de indiening van de aanvraag toepasselijke bepalingen. Wanneer ze verleend worden, blijven de erkenningen geldig tot hun vervaldatum.

§ 2. De erkenningen van laboratoria voor afvalstoffen die reeds krachtens de bepalingen van het Milieuwetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn verleend, blijven geldig tot hun vervaldatum.

§ 3. De verlenging van de in de §§ 1 en 2 bedoelde erkenningen wordt overeenkomstig dit besluit en binnen de in artikel 15, § 4, bedoelde termijn aangevraagd.

Art. 28. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

Art. 29. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 1

Aanvraagformulier voor de registratie als monsternemer van afval

De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De vereiste documenten en attesten moeten origineel en minder dan drie maanden oud zijn.

Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, aangevuld met een elektronische handtekening die via een door de Administratie goedgekeurd systeem geleverd wordt.

Een papieren versie met de originele documenten wordt aan de Administratie toegezonden door elk middel waarbij een bepaalde datum wordt verleend.

Vak I: IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER**1. Identiteit van de aanvrager:****a) Natuurlijke persoon**

NAAM:

Voornaam:

Wenst de activiteit van monsternemer uit te oefenen*:0 voor eigen rekening

Identificatienummer in het nationale handels- en/of vennootschapsregister (voor Belgische ondernemers: nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen (hierna "KBO")):

Btw-identificatienummer :

0 voor rekening van de volgende vennootschap :

Firmaam of benaming (officiële naam geregistreerd bij het nationale handels- en vennootschappenregister) :.....

Rechtsvorm:.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) :

BTW-identificatienummer :

(*) Vakje aanvinken

b) Rechtspersoon

Firmaam of benaming (officiële naam geregistreerd bij het nationale handels- en vennootschappenregister) :.....

Rechtsvorm:.....

Identificatienummer bij het nationale handels- en vennootschappenregister (voor Belgische ondernemingen : KBO-nummer) :

BTW-identificatienummer :

2. Adres:

Land:.....

Gemeente :..... Postcode :

Straat:..... Nr. bus

 :.....

E-mail :.....@.....

3. Adres van de exploitatiezetel(s) bedoeld in de aanvraag

Land:.....

Gemeente :..... Postcode :

Straat:..... Nr. bus

 :.....

E-mail :.....@.....

4. Contactpersoon in het kader van de aanvraag (persoon die de Franse taal beheerst) :

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie:.....

 :.....

E-mail :.....@.....

Vak II : BIJLAGEN

De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De bijkomende bijlagen worden eveneens genummerd volgens een doorlopende nummering.

Identificatiedocumenten van de persoon die de erkenning aanvraagt (als bedoeld in vak I, punt 1.)

Bijlage 1 Een afschrift van het uittreksel verstrekken waarbij bewezen kan worden dat de aanvrager in het nationaal handels- en vennootschapsregister ingeschreven is en, voor de Belgische ondernemers en ondernemingen, dat ze bij de KBO ingeschreven zijn

Bijlage 2 Een lijst verstrekken van:

- van het materieel en de technische middelen die nodig zijn om de opdrachten waarvoor de registratie vereist is, uit te voeren;
- van het materieel en de informaticamiddelen die nodig zijn om de gegevens aan de laboratoria of de Administratie te verstrekken;

Bijlage 3 Curriculum vitae, diploma, getuigschrift en opleiding waaruit voldoende kennis blijkt om de geplande staaftafnamen uit te voeren;

Morele garanties; materieel en technische en IT-middelen

Bijlage 4

Voor de natuurlijke personen:

Een door de in vak I bedoelde aanvrager behoorlijk gedateerde en ondertekende **verklaring op erewoord** verstrekken die aantoont dat hij/zij:

- niet het voorwerp is geweest van een in kracht van gewijsde gegane voor een overtreding van eerste of tweede categorie in de zin van Boek I van het Milieuwetboek of voor iedere andere overtreding van dezelfde aard en betekenis van iedere andere Europese, Belgische of buitenlandse milieuwetgeving;
- zijn/haar burgerlijke en politieke rechten geniet;
- aan al zijn/haar sociale en fiscale verplichtingen heeft voldaan;
- niet het voorwerp uitmaakt van een nog niet vervallen besluit krachtens artikel 47, derde lid, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, om een dergelijke registratie niet aan te kunnen vragen;
- beschikt over het nodige materieel en de nodige technische middelen voor de uitvoering van de opdrachten waarvoor de registratie vereist is;
- beschikt over het nodige materieel en de nodige informaticamiddelen die nodig zijn om de gegevens aan de laboratoria of de Administratie te verstrekken;
- de nodige kennis heeft om de voorziene monsternemingen uit te voeren;
- over voldoende redactionele vaardigheden in het Frans of in het Duits beschikt;
- zich ertoe verbindt om deel te nemen aan alle opleidingsmodules die rechtstreeks door het "ISSeP" of op zijn verzoek worden georganiseerd over de methoden voor de monsterneming, de verpakking en de bewaring van monsters zoals beschreven in het "CWEA" of andere technische documenten die betrekking hebben op het decreet;
- alle voorwaarden van de registratie, en in het bijzonder de artikelen 6 en 25 naleeft.

Voor rechtspersonen

Een door de in vak I bedoelde aanvrager behoorlijk gedateerde en ondertekende **verklaring op erewoord** verstrekken die aantoont dat hij:

- overeenkomstig de Belgische wetgeving of de wetgeving van een andere lidstaat van de Europese economische ruimte is opgericht en er zijn bedrijfszettel of hoofdbedrijfszettel heeft en een activiteit aantoont dat een daadwerkelijke en duurzame band heeft met de economie van het betrokken land;
- niet het voorwerp is geweest van een in kracht van gewijsde gegane voor een overtreding van eerste of tweede categorie in de zin van Boek I van het Milieuwetboek of voor iedere andere overtreding van dezelfde aard en betekenis van iedere andere Europese, Belgische of buitenlandse milieuwetgeving;
- onder zijn bestuurders, zaakvoerders of iedere andere persoon met de bevoegdheid om hem te verbinden, geen personen telt die veroordeeld zijn op grond van het vorige lid, of die niet al zijn burgerlijke en politieke rechten heeft;
- aan al zijn sociale en fiscale verplichtingen heeft voldaan;
- niet het voorwerp uitmaakt van een nog niet vervallen besluit krachtens artikel 47, derde lid, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, om een dergelijke registratie niet aan te kunnen vragen;
- beschikt over het nodige materieel en de nodige technische middelen voor de uitvoering van de opdrachten waarvoor de registratie vereist is;
- beschikt over het materieel en de informaticamiddelen die nodig zijn om de gegevens aan de laboratoria of de Administratie te verstrekken;
- de voldoende kennis heeft om de voorziene monsternemingen uit te voeren; en zich ertoe verbindt om zijn werknemers op voldoende wijze te vormen om hen het mogelijk maken de voorziene monsternemingen doeltreffend uit te voeren;
- over voldoende redactionele vaardigheden in het Frans of in het Duits beschikt;
- zich ertoe verbindt om de met de monsternemingen belaste natuurlijke personen te laten deelnemen aan alle opleidingsmodules die rechtstreeks door het "ISSeP" of op zijn verzoek worden georganiseerd over de methoden voor de monsterneming, de verpakking en de bewaring van monsters zoals beschreven in het "CWEA" of andere technische documenten die betrekking hebben op het decreet;
- alle voorwaarden van registratie, en in het bijzonder de artikelen 6 en 25 naleeft.

Verzekeringscontract

Bijlage 5

afschrift van het verzekeringscontract of van een verbintenis van de aanvrager en van de verzekeringsmaatschappij waarbij ze binnen de maand van de kennisgeving van de registratie een beroepsaansprakelijkheidsverzekering zullen aangaan ter dekking van de activiteiten waarvoor de monsternemer is geregistreerd.

Naleving van de regels bedoeld in artikelen 8, 9 en 10.

Bijlage 6:

Door de aanvrager behoorlijk gedateerde en ondertekende verklaring waarvan het model door de Administratie verstrekt wordt via het leefmilieuewportal van het Waalse Gewest, waarin de aanvrager zich ertoe verbindt het geheel aan regels bedoeld in artikel 25 na te leven.

Ondergetekende(n),, de persoon (personen) geïdentificeerd in vak I.1, verklaart (verklaren) en bevestigt (bevestigen) op erewoord dat de in dit formulier en bijlagen verstrekte informatie volledig en juist is.

Gedaan te, op
Handtekening

Gezien om het te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de registratie van de monsternemers van afval en de voorwaarden voor de erkenning van de laboratoria voor afvalanalyse.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 2

Aanvraagformulier voor de erkenning als analyselaboratorium in de zin van het besluit van 11 april 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de registratie van de monsternemers van afval en de voorwaarden voor de erkenning van de laboratoria voor afvalanalyse

ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER LABORATORIUM (artikelen 11 en 15)

Het formulier en bijlagen worden elektronisch ingediend via de website van het Waalse leefmilieuportaal, aangevuld met een elektronische handtekening die via een door de Administratie goedgekeurd systeem geleverd wordt.

Een papieren versie met de originele documenten wordt aan de Administratie toegezonden door elk middel waarbij een bepaalde datum wordt verleend.

De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De vereiste documenten en attesten moeten origineel en minder dan drie maanden oud zijn.

Vak I: VOORWERP VAN DE AANVRAAG

Categorie van de aangevraagde erkenning als laboratorium voor elke betrokkene bedrijfszetels *:

Bedrijfszetel 1:(adres)

0 volledig (het laboratorium wil alle analyses m.b.t. de parameters bedoeld in vak III uitvoeren)

0 gedeeltelijk (het laboratorium wil alle analyses van sommige parameters bedoeld in vak III die het vaststelt, uitvoeren)

(*)Kruis de gewenste categorie aan.

Bedrijfszetel 2(adres)

0 volledig (het laboratorium wil alle analyses m.b.t. de parameters bedoeld in vak III uitvoeren)

0 gedeeltelijk (het laboratorium wil alle analyses van sommige parameters bedoeld in vak III die het vaststelt, uitvoeren)

(*)Kruis de gewenste categorie aan.

Bedrijfszetel 3(adres)

0 volledig (het laboratorium wil alle analyses m.b.t. de parameters bedoeld in vak III uitvoeren)

0 gedeeltelijk (het laboratorium wil alle analyses van sommige parameters bedoeld in vak III die het vaststelt, uitvoeren)

(*)Kruis de gewenste categorie aan.

VAK II: IDENTIFICATIE VAN DE AANVRAGER**I****1. Identiteit:**

Firmanaam of benaming (officiële naam geregistreerd bij het nationale handels- en vennootschappenregister) :.....

Rechtsvorm:.....

Identificatienummer in het nationale handels- en vennootschapsregister (voor Belgische ondernemers: nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen (hierna "KBO")):.....

BTW-identificatienummer :

2. Adres:

Land:.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat:..... Nr. bus

:.....

E-mail :.....@.....

3. Adres van de exploitatiezetel(s) bedoeld in de aanvraag :

1

Land:.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat:..... Nr. bus

:.....

E-mail :.....@.....

2

Land:.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat:..... Nr. bus

 :.....

E-mail :.....@.....

3

Land:.....

Gemeente :..... Postcode :.....

Straat:..... Nr. bus

 :.....

E-mail :.....@.....

4. Contactpersoon in het kader van het onderzoek van de aanvraag (persoon die de Franse taal beheerst) :

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie:.....

 :.....

E-mail :.....@.....

Voorkeursuur en –dag om gecontacteerd te worden :.....

5. Technisch gesprekspartner die de Franse taal en technische modaliteiten voldoende beheerst (artikel 12, derde lid, 1 tot 3°):

Bedrijfszetel nr.1

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

 :..... Fax :..... E-mail :.....@.....

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

 :..... Fax :..... E-mail :.....@.....

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

 :..... Fax :..... E-mail :.....@.....

Bedrijfszetel nr.2

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

 :..... Fax :..... E-mail :.....@.....

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

 :..... Fax :..... E-mail :.....@.....

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

 :..... Fax :..... E-mail :.....@.....

Voorkeursuur en –dag om gecontacteerd te worden:

Bedrijfszetel nr.3

NAAM :.....

Voornaam :.....

Functie :.....

 :..... Fax :..... E-mail :.....@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

6. Nominatieve lijst van de verantwoordelijken voor laboratoria (die voldoen aan de voorwaarden van artikel 7, § 2, 3°) van wie de permanente beschikbaarheid gewaarborgd is en die over de capaciteiten en de nodige technische expertise beschikken (artikel 12, § 3, 2° en 3°).

Bedrijfszetel nr.1

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

Bedrijfszetel nr.2

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

Bedrijfszetel nr.3

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :

Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

7. Identiteit van de personen die voldoen aan de voorwaarden van artikel 7, § 2, 3°, die gemachtigd zijn om elk verslag of elke studie, opgesteld overeenkomstig de erkenning, te ondertekenen of mede te ondertekenen, en die de toepassing kunnen waarborgen van de wettelijke en reglementaire bepalingen die voortvloeien uit het "CWEA" op de activiteiten waarop de vergunning betrekking heeft en de regels ervan, in het bijzonder de kwaliteit van de geleverde diensten;

Bedrijfszetel nr.1

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

Bedrijfszetel nr.2

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

Bedrijfszetel nr.3

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

NAAM :
 Voornaam :
 Functie :
 : Fax : E-mail :@.....

VAK III : BIJLAGEN

De aanvrager voorziet de bijlagen van referenties en legt deze voor naar het model van dit formulier.

De bijkomende bijlagen worden eveneens genummerd volgens een doorlopende nummering.

Parameters waarvoor de erkenning aangevraagd wordt (per bedrijfszetel)**Bijlage 1** □

Een lijst "**Parameters_Erkenning_Laboratorium**", behoorlijk ingevuld, die op de website van de Administratie ter beschikking gesteld is. In deze lijst moet voor elke bedrijfszetel waarop de aanvraag betrekking heeft (in dit geval dient de aanvrager de bijlagen 1, 1bis, 1ter, enz. in), de parameters worden vermeld waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

Bijlage 2 □**In geval van onderaanneming :**

- de parameters waarvoor de onderaanneming voorzien is dienen in deze lijst geïdentificeerd te worden ;
- het erkend laboratorium dat als onderaannemer werkt dient voor de parameters van punt a. vermeld te worden ;
- een afschrift van de **overeenkomst van onderaanneming**, met identificatie van de exploitatiesite en vermelding van de duur van de onderaanneming dient ingediend te worden.

Documenten voor de identificatie van de aanvrager.**Bijlage 3** □

Afschrift van de gepubliceerde statuten (gecoördineerde versie) of een voor eensluidend gewaarmerkte afschrift van het verzoek om publicatie ervan

Bijlage 4 □

Afschrift van het uittreksel waarbij bewezen kan worden dat aanvrager in het nationaal handels- en vennootschapsregister ingeschreven is en, voor de Belgische ondernemers en ondernemingen, dat ze bij de KBO geregistreerd zijn.

Documenten eigen aan elke bedrijfszetel waarvoor de aanvraag ingediend wordt (organisatie, bevoegdheden)**Bijlage 5** □

Gedetailleerd organigram van de bedrijfszetel met inbegrip van, voor de in artikel 12, lid 3, 1° en 2°, bedoelde personen, hun hoedanigheid als laboratoriumverantwoordelijke (n) of gemachtigde(n) en een organigram waarin de plaats van het laboratorium in de moederstructuur is aangegeven.

Bijlage 6 □

Tabel « **Ervaring kwalificaties** » die ter beschikking gesteld wordt op de website van de Administratie, en die behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend wordt door de aanvrager en door elke persoon bedoeld in artikel 12, derde lid, 1° en 2° (technisch gesprekspartner, laboratoriumverantwoordelijke(n) of gemachtigde persoon (personen)).

Deze tabel vermeldt met name :

- de identiteit van de in dienst genomen natuurlijke personen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning aangevraagd wordt ;
- de kwalificaties van die personen: diploma / aantal jaar ervaring (in verband met de aangevraagde erkenning) ;
- de vakgebieden beheerst door iedere persoon in verband met de bevoegdheden die voor de uitoefening van de erkenning nodig zijn;
- het type contract en de aanstellingsperiode.

Gegevens die specifiek nodig zijn voor de technische gesprekspartner(s), laboratoriumverantwoordelijke(n) en gemachtigde persoon (personen)

Behalve bewijs van zijn accreditatie ISO 17025 (bijlage 13):

Voor elke laboratoriumverantwoordelijke en gemachtigde personen:

- **Bijlage 7** □ : een gedetailleerd curriculum vitae in verband met de aangevraagde erkenning met een overzicht van de diploma's en met ten minste de vermelding van de ervaring die opgedaan is in de drie tot zes jaar voorafgaand aan de datum van de erkenningsaanvraag;
- **Bijlage 8** □ : afschrift van het(de) diploma(s) in verband met de aangevraagde erkenning; ;

Voor alle technische gesprekspartners, laboratoriumverantwoordelijken en gemachtigde personen.

- **Bijlage 9** □ : afschrift van de arbeidsovereenkomst tussen deze personen en de aanvrager van de erkenning (of een door beide partijen medeondertekend document waaruit een aanstelling in de vorm van een arbeidsovereenkomst binnen de onderneming in de zin van de wet van 3 juli 1978 inzake arbeidsovereenkomsten bevestigd wordt, met vermelding van de duur ervan).

Morele en financiële garanties**Bijlage 10** □

een verklaring op erewoord behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon die de aanvrager kan verbinden, die aantoont dat hij:

- a) voldoet aan al zijn betalingsverplichtingen met betrekking tot belastingen, rechten en socialezekerheidsbijdragen;
- b) over voldoende financiële middelen beschikt om de maatregelen uit te voeren waarvoor de erkenning aangevraagd wordt;
- noch een van zijn laboratoriumverantwoordelijke en gemachtigde personen (bedoeld in artikel 12, derde lid, 1° en 2°), noch zijn bestuurders, zaakvoerders of enige andere persoon die bevoegd is om hem te verbinden, binnen drie jaar na de aanvraag niet het voorwerp is geweest van een in kracht van gewijsde gegane voor een overtreding van de eerste of tweede categorie in de zin van boek I van het Milieuwetboek of voor iedere andere overtreding van dezelfde aard en betekenis van iedere andere Europese, Belgische of buitenlandse milieuwetgeving, en dat deze personen al hun burgerlijke en politieke rechten genieten.
- de methode van het "CWEA" of door de Administratie gelijkwaardig geachte methoden toepast voor de parameters waarvoor de erkenning wordt aangevraagd en, in voorkomend geval, dat hij zich ertoe verplicht dergelijke methoden te ontwikkelen volgens een door de Administratie te valideren (en bij te voegen) schema.

Bijlage 11 □

een verklaring op erewoord, behoorlijk gedateerd en ondertekend door een persoon die de aanvrager kan binden, waaruit blijkt dat alle in artikel 12, derde lid, 2°, bedoelde gemachtigde personen zich ertoe verbinden de door de Administratie of haar mandataris georganiseerde modules voor permanente vorming te volgen.

Technische en informaticamiddelen – uitrustingen.**Bijlage 12** : □

Overzicht van de technische en informaticamiddelen, de uitrusting en de positionering ervan op de plannen van de laboratoria waarover de aanvrager beschikt om de wettelijke methoden en procedures toe te passen en de opdrachten uit te voeren waarvoor de erkenning vereist is, opgesteld naar het model verleend door de administratie via het leefmilieuwebportaal van het Waalse Gewest.

Kwaliteitsbeheersysteem**Bijlage 13** : □

- Afschrift van het accreditatiecertificaat ISO 17025 (met tenminste een geanalyseerd parameter) ;
- Documenten waaruit blijkt dat een gelijkwaardig organisatorisch en technisch kwaliteitsborgingssysteem voor laboratoriumactiviteiten ingevoerd is,

Auditverslag en verslag van het technisch onderzoek van het "ISSeP"**Bijlage 14** : □

Indien het vereist wordt, verslag van het "ISSeP" (artikel 14)

Naleving van de regels bedoeld in artikelen 43 en 44.**Bijlage 15** : □

Een door een persoon die hem kan verbinden behoorlijk gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord van de aanvrager, waarvan het model door de Administratie verstrekt wordt via het leefmilieuwebportaal van het Waalse Gewest, waarin de aanvrager zich ertoe verbindt het geheel van de bedoeld in artikel 26 bedoelde verplichten na te leven.

Ondergetekende(n),, de persoon (personen) geïdentificeerd in vak 4, verklaart (verklaren) en bevestigt (bevestigen) op erewoord dat de in dit formulier en bijlagen verstrekte informatie volledig en juist is.

Gedaan te, op
Handtekening

Gezien om het te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de registratie van de monsternemers van afval en de voorwaarden voor de erkenning van de laboratoria voor afvalanalyse.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO